Directeur de la rédaction et de la Publication : Sanae El Amrani

N° 1075 • Du 5 au 11 décembre 2025

LA VÉRITÉ
laverite.ma

5G, Maroc 2030

LA PROMESSE NUMÉRIQUE FACE AU DÉFI DE LA GOUVERNANCE

Présentée comme le nouveau moteur de la transformation nationale, la 5G cristallise autant d'espoirs que d'interrogations. Accélérateur économique, levier de modernisation des services publics, outil de réduction des fractures territoriales et passerelle vers l'emploi des jeunes, cette technologie concentre toutes les attentes. Mais entre dynamique d'investissement, réalités du terrain et gouvernance encore en quête de coordination, la promesse numérique du Royaume se joue désormais bien au-delà de la seule performance des réseaux.

FIFM 2025

Marrakech prend toute la lumière

RETENUE À LA SOURCE

L'État resserre les mailles fiscales sans étouffer l'économie

OCP accélère la transition énergétique et pose les fondations industrielles de l'engrais vert

Prix de vente en kiosque 10 DH
LA VÉRITÉ
https://www.laverite.ma

N° 1075
LAVERITE
Du 5 au 11 décembre 2025

Une autre étape

Par Sanae El Amrani

LE MAROC EST AUJOURD'HUI à un tournant décisif. Derrière l'enthousiasme suscité par l'arrivée de la 5G, derrière les antennes qui se dressent et les logos qui s'affichent sur nos écrans, se dessine une question bien plus profonde que celle de la technologie elle-même. À quoi voulons-nous réellement que serve cette nouvelle infrastructure nationale ?

La 5G n'est pas une vitrine moderne destinée à flatter les classements internationaux ni un simple confort numérique pour les centres urbains les mieux connectés. Elle est un révélateur de notre capacité collective à transformer l'innovation en développement concret. Son véritable enjeu ne réside pas uniquement dans la rapidité des téléchargements ou la stabilité des visioconférences, mais dans la manière dont elle peut irriguer l'ensemble de l'économie nationale et améliorer la vie quotidienne des citoyens.

Industrie, agriculture, santé, éducation, transports, logistique, sécurité et tourisme constituent autant de terrains où la connectivité avancée peut faire la différence. Elle peut renforcer la compétitivité industrielle, soutenir une agriculture de précision indispensable dans un contexte de stress hydrique, rapprocher les soins des territoires isolés, réduire les inégalités scolaires, fluidifier la mobilité et soutenir l'emploi des jeunes. À condition, bien sûr, que ces usages soient pensés, soutenus et coordonnés.

Car la transition numérique ne se décrète pas. Elle se pilote. Elle exige une articulation rigoureuse entre les choix d'infrastructure, les politiques publiques sectorielles, la mobilisation des collectivités territoriales, l'engagement du secteur privé et le soutien à l'innovation. Sans ce travail d'orchestration, la technologie progresse, mais l'impact socio-économique demeure partiel.

La question centrale n'est donc plus de savoir si le Maroc dispose de réseaux performants. Le pays avance rapidement sur ce terrain. La vraie interrogation porte sur notre capacité à transformer ces réseaux en valeur ajoutée réelle pour l'économie nationale, en services publics modernisés pour les citoyens et en perspectives professionnelles solides pour une jeunesse avide d'opportunités.

L'autre enjeu majeur est territorial. Une modernité numérique concentrée dans quelques métropoles ne saurait constituer un modèle de développement durable. La 5G ne trouvera son sens que si elle contribue à réduire les fractures territoriales et à désenclaver les zones rurales, montagneuses ou périphériques encore fragilisées par une connectivité insuffisante. L'équité numérique devient dès lors une condition de la cohésion nationale.

À ces défis s'ajoute celui de la souveraineté numérique et de la cybersécurité. L'explosion des flux de données liée à la 5G accroît mécaniquement les risques de vulnérabilités. Protéger les infrastructures critiques, sécuriser les données personnelles et développer des capacités nationales de stockage et de traitement deviennent des impératifs stratégiques. Aucune transformation durable ne peut s'appuyer sur des fondations numériques fragiles.

Le Maroc n'est pas en retard. Il dispose des talents, des ambitions et d'un écosystème en pleine montée en puissance. Mais il n'a pas le temps de la dispersion. Les grands rendez-vous sportifs et industriels à venir, loin d'être de simples vitrines, doivent servir de leviers d'accélération. Ils rappellent l'urgence d'une gouvernance numérique à la hauteur des enjeux.

La 5G représente une autre étape de notre trajectoire de développement. Elle peut devenir un formidable catalyseur économique et social, ou rester une modernisation superficielle si elle n'est pas pleinement intégrée à une vision nationale cohérente.

Tout se joue désormais dans l'exécution. Non pas dans l'effet d'annonce, mais dans la capacité collective à passer de l'infrastructure aux usages, des stratégies aux résultats, des promesses à la réalité. C'est à ce niveau précis que s'écrira la véritable réussite numérique du Maroc.

LAVÉRITÉ
laverite.ma

25 ANS ensemble

(contact@laverite.ma)

Directeur de la rédaction
et de la Publication
Sanae El Amrani
(s.elamrani@laverite.ma)

Fondateur
FEU ABDALLAH EL AMRANI

Rédacteur en chef
Hamza Abdelouaret

Rédaction
Sanae El Amrani, Fayçal El Amrani, Driss El Filali, Kenza El Mdaghri

Reporters
Mohammed Taoufiq Bennani
(t.bennani@laverite.ma),
Yassine Andaloussi
Salima Serghini

Chroniqueurs
Jawad Kerdoudi, Taieb Jamai, Taieb Dekkar,

Infographiste
Mohammed Jibril
Assistante de direction
Fatiha Lakmad
(f.lakmad@laverite.ma)
Assistant de la rédaction
Noureddine Choukry

Abonnement Newsletter
www.laverite.ma
contact@laverite.ma
Tel: +212661310794

Photos
MAP
Impression
Ecoprint
Distribution
Sochepress
Technique et commercial
96, Rue Alwahda, Mers Sultan, Casablanca
Tél.
05 22 47 22 86, 05 22 47 34 12
Télécopie/Fax
05 22 20 29 67
N° de la Commission Paritaire
H.F/040-06

amh
amicale marocaine
des handicapés
الودادية المغربية للمعاقين
اليوم العالمي للأشخاص ذوي الإعاقة
لكل إعاقة
الحق في الإدماج
WWW.AMH.ORG.MA

N° 1075 LA VERITE Du 5 au 11 décembre 2025

Retenue à la source

L'État resserre les mailles fiscales sans étouffer l'économie

Adoptée au cœur des débats budgétaires du PLF 2026, la réforme de la retenue à la source marque une inflexion importante de la politique fiscale marocaine. Discrète dans sa mécanique, mais stratégique dans ses effets, elle vise avant tout à corriger l'un des angles morts les plus persistants de l'économie nationale : la sous-déclaration chronique d'une partie de l'activité, notamment dans les chaînes de sous-traitance et de prestations de services. L'objectif n'est pas d'inventer un nouvel impôt, encore moins d'augmenter la pression fiscale, mais de sécuriser l'encaissement d'un impôt déjà dû, souvent mal recouvré jusque-là.

Par Hamza Abdelouaret

Le principe est simple. Désormais, lorsqu'une grande entreprise règle une facture à un fournisseur ou à un prestataire, elle ne verse plus l'intégralité du montant convenu. Une fraction correspondant à l'impôt est automatiquement retenue, puis reversée directement au Trésor. Le bénéficiaire reçoit son paiement net, tandis que l'État perçoit immédiatement une partie de l'impôt qui, auparavant, dépendait uniquement de la déclaration ultérieure du contribuable. Cette méthode inverse la logique classique : on ne paie plus l'impôt après coup, on l'anticipe dès la transaction.

Cette réforme répond à une réalité bien documentée. Durant des années, une large frange de l'économie déclarait imparfaitement, parfois pas du tout, ses revenus. Les grandes entreprises, elles, respectaient la loi et s'acquittaient de leurs obligations fiscales, tandis que des réseaux entiers de prestations échappaient partiellement à l'impôt. Résultat : une distorsion de concurrence et un manque à gagner important pour les finances publiques. La retenue à la source vise ainsi à assécher les poches d'informalité qui persistaient au cœur même du secteur structuré.

Lorsque le gouvernement a introduit cette mesure, il avait initialement prévu de l'appliquer à toutes les entreprises réalisant plus de 50 millions de dirhams de chiffre d'affaires annuel. Ce seuil bas aurait entraîné l'inclusion d'un nombre très important de sociétés intermédiaires, provoquant une quasi-généralisation du dispositif. Face aux réticences exprimées, notamment par les milieux économiques et les professionnels de la comptabilité, les Conseillers ont profondément amendé le texte. Le seuil a été fortement relevé pour limiter la contrainte administrative aux acteurs disposant réellement de la capacité organisationnelle nécessaire.

Le compromis adopté instaure une progression sur trois ans. À partir du 1er juillet 2026, seules les entreprises dépassant 500 millions de dirhams de chiffre d'affaires seront concernées. En 2027, le seuil sera abaissé à 350 millions, avant de se stabiliser à 200 millions en 2028. Ainsi, seules les très grandes entreprises deviendront collectrices de cette retenue pour le compte de l'État. Les PME et les entreprises de taille intermédiaire sont volontairement tenues à l'écart afin d'éviter toute surcharge administrative disproportionnée.

Cette modulation a considérablement réduit le périmètre du dispositif. Le gouvernement estimait qu'un seuil à 50 millions permettrait de couvrir environ trois quarts de l'économie déclarée. Avec les nouveaux seuils, cette couverture tombe à un peu plus de la moitié du tissu économique, mais avec un ciblage plus réaliste et mieux accepté. Le signal est clair : la réforme se veut progressive, sans brutalité pour l'écosystème entrepreneurial.

Les premiers résultats observés depuis l'entrée en vigueur partielle de la retenue à la source à l'été 2024 confirment néanmoins son efficacité. Les recettes fiscales ont atteint des niveaux inédits, dépassant les prévisions officielles dès la première année. En 2025, la dynamique s'est accentuée, portée non pas par une augmentation artificielle de l'activité économique, mais par une meilleure captation de flux existants jusque-là insuffisamment déclarés. L'État a ainsi commencé à récupérer des ressources qui échappaient auparavant au radar fiscal.

Il est important de le souligner : la hausse des recettes ne provient pas d'une croissance exceptionnelle du chiffre d'affaires des entreprises, ni d'un alourdissement de la fiscalité. Elle résulte essentiellement d'une amélioration du recouvrement. La création de valeur économique reste la même ; c'est la canalisation vers le budget public qui se renforce.

Cette réforme ne se fait toutefois pas sans crispations. Les cabinets d'expertise comptable pointent une augmentation des contraintes administratives et une responsabilité plus lourde pour les grandes entreprises chargées de prélever et de reverser l'impôt. Ces inquiétudes expliquent d'ailleurs la décision des Conseillers de relever les seuils, afin de concentrer la charge technique sur un nombre limité de grands groupes disposant déjà de services financiers structurés.

L'équation politique poursuivie apparaît donc double : d'un côté, consolider durablement les recettes publiques dans un contexte de besoins budgétaires croissants liés à la réforme sociale, aux grands investissements et aux infrastructures nationales ; de l'autre, protéger le tissu des PME, moteur réel de l'emploi et de la croissance, d'un choc administratif précoce.

La retenue à la source s'inscrit ainsi dans une transformation silencieuse mais décisive de la gouvernance fiscale. Elle traduit une volonté d'équité entre contribuables, de transparence accrue et de modernisation du recouvrement. En ciblant les grandes entreprises comme relais de collecte et en étalant l'effort dans le temps, l'État cherche à réconcilier rigueur budgétaire et préservation de la dynamique entrepreneuriale. La réussite du dispositif dépendra désormais de sa mise en œuvre opérationnelle, mais il constitue déjà l'un des leviers les plus structurants du redressement fiscal observé depuis 2024.

Immigration, armes et boucs émissaires

Le grand faux débat américain

Le mot a claqué comme un coup de tonnerre venu d'un autre temps. « Pays du tiers-monde ». Une expression abandonnée depuis des décennies, sans existence juridique véritable, qui n'appartient plus au lexique diplomatique international. Et pourtant, sortie de la bouche de Donald Trump, elle a suffi à provoquer panique et confusion jusque de l'autre côté de l'Atlantique. Au Maroc notamment, où de nombreux candidats à l'émigration ont cru, un instant, découvrir que leur pays venait d'être placé sur une nouvelle liste noire américaine.

Par Fayçal El Amrani

La réalité est pourtant plus banale. Le Département de la sécurité intérieure n'a adopté aucune mesure nouvelle. Il a simplement rappelé l'existence d'un dispositif déjà en vigueur depuis juin 2025 concernant dix-neuf États soumis à des restrictions migratoires renforcées pour raisons sécuritaires. Afghanistan, Somalie, Yémen, Iran, Libye, Haïti, Cuba, Venezuela notamment. Le Maroc n'en fait pas partie. Mais dans l'ère des déclarations chocs, le bruit politique l'emporte toujours sur la précision administrative.

À l'origine de ce regain de fièvre, un drame survenu à Washington. Le 26 novembre 2025, la jeune Sarah Beckstrom, 20 ans, membre de la Garde nationale, est mortellement atteinte par balles à proximité immédiate de la Maison Blanche. Elle succombera à ses blessures le 27 novembre 2025. Le tireur présumé est un réfugié afghan arrivé aux États-Unis à l'automne 2021 lors de l'évacuation chaotique de Kaboul. Pour Donald Trump, la causalité ne fait aucun doute. Immigration et violence sont immédiatement associées dans le discours public. L'événement devient l'illustration parfaite d'une rhétorique sécuritaire qui désigne l'étranger comme menace centrale.

Mais l'enquête dessine une réalité bien plus complexe. Le suspect, Rahmanullah Lakhanwan, n'était pas un migrant quelconque. Ancien auxiliaire d'une unité afghane soutenue par la CIA, il avait combattu aux côtés des forces américaines avant d'être exfiltré lorsque le régime afghan s'est effondré. Les États-Unis, qui avaient recruté ces hommes et promis une protection durable, avaient organisé leur accueil dans le cadre d'un programme spécial de relocalisation. Ce n'était pas un geste humanitaire désincarné, mais une dette morale assumée envers des combattants devenus vulnérables du fait de leur alliance passée.

Or les éléments révélés depuis sont troublants. Selon plusieurs rapports d'organisations américaines spécialisées et des documents judiciaires, Lakhanwan souffrait de troubles psychiatriques majeurs depuis son arrivée. En dépression sévère, déscolarisé professionnellement, replié sur lui-même, parfois mutique pendant des semaines, il avait fait l'objet d'alertes multiples de la part de son entourage dès le début de l'année 2024, évoquant des tendances suicidaires inquiétantes. Aucune prise en charge médicale sérieuse n'a été déclenchée. Aucun suivi psychologique structuré n'a été mis en œuvre. Pourtant, cet homme en grande détresse mentale a pu acheter légalement une arme de poing, sans obstacle administratif.

C'est ici que le discours politique s'effondre face aux faits. Sarah Beckstrom n'est pas morte à cause d'un visa. Elle n'est pas morte parce que les frontières auraient été trop ouvertes. Elle est morte parce qu'aux États-Unis, l'accès aux armes reste massivement permis, indépendamment de la santé mentale des acheteurs. Chaque année, près de 45 000 personnes périssent par armes à feu dans le pays. Des milliers de fusillades impliquent des citoyens américains sans aucun lien avec l'immigration. Les écoles, les centres commerciaux, les lieux de rassemblement ont été frappés par des tueurs parfois nés sur le sol américain et n'ayant aucun antécédent migratoire. Le phénomène est structurel. Il relève avant tout d'un modèle national d'armement civil hors normes.

Mais ce sujet demeure politiquement tabou. Le lobby des armes pèse plusieurs milliards dans le financement électoral. Les réformes sur le contrôle des ventes stagnent depuis trois décennies. Pour certains responsables politiques, il est plus simple de désigner l'étranger que de s'attaquer à un problème interne qui fissure l'équilibre politique américain. L'immigration devient alors l'exutoire parfait. Le coupable à distance. Le bouc émissaire commode.

Le débat public actuel révèle toute la tension de cette équation. Entre réalisme sécuritaire et responsabilité morale, les démocraties occidentales semblent coincées dans une impasse. Accueillir des populations issues de zones de guerre pose des défis considérables. Les troubles post-traumatiques sont fréquents. Sans dispositifs d'accompagnement psychiatrique puissants et continus, l'installation sociale peut devenir fragile. Des passages à l'acte, bien que minoritaires, peuvent survenir.

Dans le même temps, généraliser ces cas isolés pour bâtir des politiques collectives revient à criminaliser des populations entières. C'est le mécanisme classique de la peur électorale. Après chaque attentat impliquant une origine identifiable, surgissent les réflexes de fermeture, qu'ils soient symboliques ou administratifs. Visa renforcé, suspension de programmes, stigmatisation communautaire. Non pour résoudre le problème de fond, mais pour afficher une posture d'action immédiate.

L'exemple des Somaliens aux États-Unis illustre cette dérive. Accusés sans preuve d'avoir détourné des fonds vers leur pays d'origine, des milliers de résidents installés depuis des années ont vu leur situation fragilisée, leurs activités placées sous surveillance accrue, leurs familles vivre sous la menace d'expulsions arbitraires. Le crime supposé d'une minorité devient la suspicion portée sur tous.

Le crime n'a pourtant pas de nationalité. Ni afghane, ni somalienne, ni tchétchène, ni américaine. Mais le récit dominant persiste à reconstruire une causalité simpliste. Étranger égale danger. Frontière égale sécurité. Une équation politiquement efficace mais factuellement trompeuse.

Le débat réel est ailleurs. Il porte sur la capacité des États à conjuguer sécurité publique, responsabilité morale et prise en charge humaine des traumatismes. Or aucune démocratie occidentale n'a trouvé l'équilibre durable entre ces exigences. L'on ferme trop ou l'on ouvre mal. L'on protège symboliquement ou l'on accompagne insuffisamment. Le résultat est toujours le même. Des drames individuels transformés en conflits collectifs.

Sarah Beckstrom mérite justice. La justice n'est pas dans la rhétorique des frontières fermées. Elle est dans la prévention réelle, l'encadrement médical des plus fragiles, le contrôle de l'accès aux armes, et une politique migratoire rigoureuse sans être aveugle.

Tant que l'on cherchera des ennemis plutôt que des solutions, chaque tragédie nourrira les mêmes réflexes de stigmatisation. L'Amérique n'est pas confrontée d'abord à une crise migratoire mais à une crise de cohérence politique. Et cette incohérence tue aujourd'hui bien davantage que les frontières ouvertes.

N° 1075
LA VERITE
Du 5 au 11 décembre 2025

Renforcer l'intelligence médiatique au service de la nation

Par Yassine Andaloussi

A l'heure où l'information circule à la vitesse de la lumière, le Maroc se trouve face à des défis inédits. Protéger son image, sécuriser ses citoyens et anticiper les menaces numériques n'est plus un choix mais une nécessité. L'intelligence médiatique dépasse la simple veille et devient un outil stratégique capable d'analyser, neutraliser et orienter les flux d'information pour renforcer la cohésion et la souveraineté nationale.

Comprendre l'intelligence médiatique

L'intelligence médiatique ne se limite pas à surveiller l'actualité ou les réseaux sociaux. Elle consiste à analyser les flux d'information, à identifier les narratifs, à comprendre comment les idées circulent et qui les amplifie. Elle permet de distinguer les faits des opinions, de repérer les contenus manipulatoires et de comprendre comment les algorithmes favorisent certaines histoires au détriment d'autres. Dans un contexte où chaque information peut se propager à des millions de personnes en quelques heures, comprendre les dynamiques de l'opinion publique devient un impératif stratégique.

Elle permet d'anticiper les crises avant qu'elles n'explosent, d'identifier les contenus polarisants et de préparer des messages qui rétablissent le contexte. Elle ne cherche pas à censurer ni à contrôler, mais à éclairer, protéger et orienter le débat public. En ce sens, l'intelligence médiatique transforme l'information en levier stratégique capable de défendre le pays et ses citoyens.

Les flux médiatiques ne sont plus neutres. Les réseaux sociaux, les plateformes de streaming et les contenus générés par les utilisateurs influencent désormais la perception de millions de personnes. Comprendre comment une idée circule, qui la relaie et quel impact elle produit devient une compétence essentielle pour anticiper les crises et préparer des contre-messages pertinents.

Les podcasts et projets médiatiques indépendants

Un exemple concret illustre l'importance de cette approche. De nombreux jeunes créateurs se lancent dans des podcasts ou des chaînes numériques avec passion et curiosité pour partager leurs idées. Ces initiatives enrichissent le débat public et permettent d'aborder des sujets souvent ignorés par les médias traditionnels. Au départ, elles contribuent à la diversité de l'information et offrent une voix aux talents émergents.

Le problème surgit lorsque ces projets commencent à recevoir des financements extérieurs ou des sponsors. Les contenus ne sont plus seulement culturels ou économiques, ils deviennent des instruments d'influence. Certains créateurs invitent des personnalités critiques ou provocatrices, diffusent des messages sensationnalistes et exploitent les algorithmes pour toucher une audience plus large. Le résultat peut être la construction d'un narratif biaisé donnant l'impression que le pays serait hostile à ses citoyens ou incapable de répondre à leurs besoins.

Ce phénomène montre que l'absence d'innovation de l'intelligence médiatique transforme des initiatives légitimes en vecteurs de désinformation. Une veille attentive et une stratégie de contre-courant permettent de mettre en avant des voix compétentes, critiques mais constructives, capables de proposer des solutions concrètes et de nourrir un débat public sain.

L'intelligence médiatique ne se limite pas à analyser. Elle devient une artillerie stratégique capable de protéger la cohésion sociale et de défendre la vérité contre les narratifs manipulés. Elle agit sur plusieurs fronts. Elle détecte les contenus subversifs, promeut des initiatives médiatiques responsables, renforce l'esprit critique des citoyens et oriente le débat public vers la construction plutôt que la polarisation.

Soutenir les créateurs qui produisent des contenus sérieux et constructifs permet de créer un écosystème positif. Il favorise un débat public éclairé où les citoyens ont accès à des informations fiables et contextualisées. Cette approche proactive transforme l'intelligence médiatique en une force de protection et de projection. Elle assure que le pays ne subisse pas les distorsions extérieures et valorise les réussites nationales. Elle offre aux jeunes talents une plateforme pour exprimer des critiques fondées et proposer des solutions, tout en maintenant la crédibilité du discours public.

Renforcer le travail du service existant

Le Maroc dispose déjà d'un service d'intelligence médiatique chargé de surveiller, analyser et anticiper les flux d'information. Pour que son travail soit encore plus efficace et pour tirer pleinement parti de ses capacités, plusieurs initiatives peuvent être envisagées. Ces recommandations visent à compléter et enrichir le travail existant, sans le dupliquer.

Il est essentiel de développer des partenariats avec des acteurs civils et privés capables d'apporter des données complémentaires et des analyses pointues. Les collaborations avec des universités, des think-tanks et des start-ups spécialisées dans la data et le numérique peuvent fournir des insights supplémentaires sur les tendances émergentes et les comportements des algorithmes. Ces collaborations permettent également de détecter plus tôt les narratives polarisantes et d'identifier de nouveaux talents capables de produire des contenus constructifs.

Une autre recommandation consiste à mettre en place un système de formation continue pour les créateurs de contenu et journalistes émergents. Ces

formations, dispensées en collaboration avec des experts du service existant, peuvent renforcer l'éthique médiatique, la vérification des faits et la capacité à proposer des analyses constructives. Cela permet de créer un vivier de jeunes talents qui produisent des contenus fiables et responsables tout en valorisant le travail du service.

Il est également stratégique de développer des outils technologiques avancés d'analyse prédictive. Ces outils peuvent identifier les signaux faibles dans les flux numériques et anticiper les campagnes de désinformation avant qu'elles ne se propagent. En combinant l'intelligence artificielle avec l'expertise humaine, le service peut améliorer sa capacité à réagir rapidement et à générer des contre-narratifs efficaces.

Enfin, une communication innovante avec le public constitue une recommandation essentielle. Le service peut renforcer la pédagogie autour des risques numériques, informer les citoyens sur la manière dont circulent les informations et sur les tentatives d'influence, et promouvoir les initiatives médiatiques locales constructives. Cette approche rapproche le citoyen du travail du service, renforce la confiance dans l'information et encourage une culture médiatique responsable et critique.

Ces recommandations visent à compléter et enrichir le travail existant, en créant des synergies, en anticipant les menaces plus tôt et en renforçant la capacité du Maroc à transformer l'information en levier de cohésion et de souveraineté.

« Flooding the Zone », la méthode de Steeve Bannon

L'importance de l'intelligence médiatique apparaît encore plus clairement lorsqu'on observe concrètement comment les flux d'information se construisent sur les réseaux sociaux. Le cas d'étude réalisé par l'IMIS (Institut Marocain d'Intelligence Stratégique) montre que l'espace numérique politique marocain repose sur une architecture fragmentée. Quelques comptes centraux, souvent ceux des partis et de leurs dirigeants, concentrent la majorité des interactions tandis que le reste des utilisateurs se disperse dans des clusters relativement étanches. Cette organisation en communautés fermées limite la circulation horizontale des idées et transforme X (ex-Twitter) en un ensemble de territoires informationnels où les échanges se déroulent principalement autour de pôles d'influence bien identifiés. Cette réalité met en évidence la nécessité de maîtriser les dynamiques de propagation, les mécanismes qui poussent une information à devenir centrale et la manière dont certaines voix arrivent à s'imposer au détriment d'autres.

Ce phénomène n'est pas propre au Maroc. Il s'inscrit dans des tendances plus larges observées sur la scène internationale. Aux États Unis, des stratèges politiques ont depuis plusieurs années compris que les réseaux sociaux ne sont pas seulement des canaux de diffusion mais des environnements réactifs où l'algorithme amplifie ce qui suscite le plus d'émotions et de réactions. Parmi les figures ayant marqué cette approche, Steve Bannon, ancien conseiller médiatique de Donald Trump, a popularisé une méthode devenue emblématique de la communication politique contemporaine. Nommée Flooding the Zone, sa stratégie consiste à saturer l'espace public d'informations fortes, parfois choquantes, afin de déclencher des vagues de réactions qui attirent l'attention des plateformes. Plus les utilisateurs réagissent, plus l'algorithme met en avant les contenus associés et plus le flux global se réorganise autour de ces stimuli émotionnels.

Cette technique crée un brouillard informationnel qui dilue les critiques et désoriente les détracteurs. L'adversaire se retrouve face à un flot de sujets successifs sans hiérarchie claire, incapable de déterminer où concentrer son énergie. Pendant ce temps, le camp qui maîtrise ce rythme médiatique conserve une longueur d'avance et impose sa présence en orientant indirectement l'agenda numérique. Cette dynamique a donné à l'équipe Trump un avantage stratégique considérable en maintenant en permanence un état d'imprévisibilité. Elle a également inspiré d'autres figures politique en Europe. Marine Le Pen a cherché à tirer parti de cette expertise en sollicitant Steve Bannon pour l'une de ses campagnes, ce qui a contribué à une progression visible en termes de visibilité numérique et de capacité à dominer l'attention médiatique. L'expérience a montré qu'un apport innovant dans la maîtrise des flux peut modifier de manière significative le rapport de force.

Ces exemples soulignent pourquoi l'intelligence médiatique doit devenir un pilier central des stratégies nationales. Elle permet de comprendre comment se structurent les narratifs, comment les réactions collectives influencent l'algorithme et comment certains acteurs parviennent à remodeler l'espace public en exploitant ces mécanismes. L'analyse approfondie de ces pratiques n'a pas un objectif d'imitation mais de compréhension. Elle vise à permettre au pays d'anticiper, de protéger son environnement numérique et de répondre avec lucidité aux nouvelles formes de pression informationnelle. Lorsque l'innovation s'applique à la maîtrise des flux médiatiques, la donne peut changer très rapidement, ce qui rend indispensable une capacité nationale à observer, analyser et anticiper les transformations de l'écosystème digital.

Le modèle américain de l'intelligence médiatique

Les États-Unis se positionnent aujourd'hui comme l'un des laboratoires les plus avancés en matière d'intelligence médiatique. Les institutions politiques, think-tanks, universités et certaines agences de presse investissent dans des dispositifs capables non seulement de suivre l'information, mais surtout d'analyser comment les communautés réagissent, se structurent et interagissent face aux messages médiatiques. L'objectif a évolué, il ne s'agit plus seulement de surveiller le contenu, mais de comprendre les dynamiques qui façonnent l'opinion et déclenchent des mouvements collectifs rapides.

Parmi les innovations majeures figurent les modèles prédictifs capables d'identifier les signaux faibles annonçant une polarisation ou une montée en tension. Développés initialement dans le milieu universitaire, ces outils sont désormais intégrés par des institutions publiques et privées. Ils croisent tendances conversationnelles, vitesse de diffusion, émotions exprimées et interactions entre communautés, permettant d'anticiper les sujets susceptibles de devenir viraux avant qu'ils ne le soient réellement.

La cartographie des écosystèmes médiatiques constitue une autre avancée. Les analyses de réseaux permettent de visualiser chambres d'écho, clusters, passerelles entre groupes et zones de tension récurrentes. Des centres comme le MIT Media Lab ou le Digital Forensic Research Lab de l'Atlantic Council ont fait de cette approche un pilier de leurs recherches, révélant quels acteurs catalysent les narratifs et quels espaces numériques amplifient l'opinion publique.

L'analyse émotionnelle gagne également en sophistication. Comprendre quelles émotions domine un débat et comment elles influencent la perception citoyenne permet d'anticiper l'évolution d'une crise médiatique. Cette dimension psychologique est désormais centrale dans la stratégie de communication et de résilience informationnelle.

Dans le même temps, les grandes institutions médiatiques américaines développent des démarches de transparence algorithmique. Elles collaborent avec des chercheurs pour suivre la distribution de leurs contenus et éviter que les algorithmes ne créent des biais involontaires. Ce modèle collaboratif entre journalistes, analystes et chercheurs constitue une forme d'intelligence médiatique interactive, fondée sur le croisement des données et la compréhension des effets des réseaux sociaux sur l'opinion.

Enfin, la surveillance en temps réel des narratifs émergents se développe. Cette approche dynamique étudie comment se forment les récits collectifs, comment ils évoluent et quels acteurs les amplifient. L'intelligence médiatique ne se limite plus à observer, elle cherche à comprendre la mécanique même de la formation des opinions.

L'ensemble de ces méthodes illustre une évolution vers un modèle de haute précision, combinant technologie, sociologie, psychologie et journalisme. La maîtrise des flux informationnels ne dépend plus de la quantité de données accumulées, mais de la capacité à analyser les signaux, anticiper les mouvements et comprendre la structure profonde des conversations numériques.

Un Timing idéal

Le Maroc se trouve à un moment stratégique. L'essor des acteurs numériques, la puissance des algorithmes et la multiplication des contenus indépendants créent à la fois des opportunités et des risques pour l'opinion publique et l'image nationale. Une intelligence médiatique innovante est indispensable pour anticiper les menaces, protéger les citoyens et garantir la cohérence du débat public.

Les podcasts indépendants illustrent l'importance d'une approche réfléchie. Sans stratégie, l'information peut devenir un vecteur de désinformation et d'influence extérieure. Avec une intelligence médiatique forte, il est possible de créer un contre-courant positif, de valoriser la critique constructive, de promouvoir les talents locaux et de garantir que le débat public reste éclairé et ancré dans la réalité.

Investir davantage dans l'intelligence médiatique devient donc une nécessité nationale. Elle ne se limite pas à la surveillance. Elle devient une artillerie de défense capable de protéger la vérité, renforcer la cohésion sociale et projeter le pays avec crédibilité et force sur la scène internationale. Elle assure que le Maroc reste maître de son récit et que l'information continue d'éclairer et de rassembler plutôt que de diviser, et transmettre à la communauté internationale l'image d'un pays où la liberté d'expression s'appuie sur un débat public équilibré. La répression n'a plus sa place, laissant la primauté au dialogue et à l'échange, dans le respect des limites de chacun.

N° 1075 LA VERITE Du 5 au 11 décembre 2025

Entre rivalités et vision royale

La nouvelle ère politique marocaine

Par Yassine Andaloussi

À l'approche des élections législatives, le Maroc se trouve à un tournant politique majeur. Les partis historiques tentent de maintenir leur influence, de nouvelles voix cherchent à émerger, et les citoyens attendent des réponses concrètes à leurs préoccupations quotidiennes. Entre rivalités invisibles mais réelles et grands projets nationaux, ce scrutin pourrait déterminer l'avenir politique, économique et social du pays pour les prochaines années.

Crises et stratégies actuelles

La scène politique marocaine est marquée par une compétition intense où chaque parti tente de séduire les électeurs et de convaincre de sa capacité à gouverner efficacement. Les enjeux dépassent largement la simple communication, il s'agit de démontrer sur le terrain que chaque formation est capable de transformer ses ambitions en actions concrètes.
Le PJD, après plusieurs années au pouvoir, cherche à reconstruire sa crédibilité. Sa stratégie repose sur la dénonciation des conflits d'intérêts au sein de la majorité gouvernementale. Selon un cadre du parti, « notre rôle est de rappeler que la politique doit servir le citoyen, pas des intérêts particuliers ». Cette posture vise à restaurer la confiance auprès d'un électorat sceptique, mais elle doit être accompagnée de propositions concrètes pour convaincre sur le plan pratique.
L'Istiqlal, plus prudent, tente de séduire son électorat traditionnel tout en attirant les jeunes générations. Le parti s'appuie sur des actions locales, comme la rénovation de marchés publics à Casablanca ou des initiatives éducatives à Fès, pour montrer son engagement concret. Cependant, sa timidité stratégique peut limiter son impact face à des formations plus audacieuses.
L'USFP reste fidèle à son ADN historique, mais peine à se renouveler. L'absence de nouveaux leaders et de propositions concrètes réduit son attractivité, notamment auprès des jeunes et des citadins. Le parti mise sur la communication de terrain et l'organisation de forums citoyens, mais cela reste limité face à des partis mieux structurés.
Le PAM, autrefois puissant médiatiquement, voit ses ressources diminuer. Il concentre désormais ses efforts sur des projets locaux et le dialogue direct avec les citoyens. Par exemple, lors des dernières semaines de campagne municipale, le parti a mis en avant un programme de micro-projets pour l'emploi des jeunes à Rabat et Marrakech, montrant sa volonté de rester compétitif malgré un budget réduit.
Les partis de gauche, bien que moins influents, jouent un rôle essentiel pour le pluralisme démocratique. Ils mettent en avant des propositions dans l'éducation, la santé et le logement social. Leur défi est de se structurer efficacement pour rivaliser avec des partis mieux dotés en moyens financiers et médiatiques. Un jeune militant de gauche à Tanger explique : « Nous voulons montrer que nos idées peuvent améliorer le quotidien du citoyen, même sans grands budgets ».
La configuration actuelle montre que le renouvellement passe par l'introduction de nouveaux visages et leaders, capables de rajeunir l'image des partis et de créer un lien plus direct avec les citoyens. La capacité à combiner expérience et innovation sera un facteur clé pour les élections à venir.

Enjeux nationaux : budget et développement

Le prochain gouvernement marocain devra gérer des responsabilités colossales. Avec un budget national estimé à plusieurs centaines de milliards de dirhams, des projets industriels ambitieux et un tourisme en expansion, le pays offre des opportunités considérables mais aussi des défis majeurs. La préparation de la Coupe du Monde 2030 représente un enjeu stratégique supplémentaire, impliquant des investissements massifs dans les infrastructures sportives, les transports, l'hôtellerie et l'accueil touristique.
Les défis structurels sont également importants. Le chômage des jeunes reste élevé, notamment dans les zones rurales et les petites villes, où il atteint parfois 25 % selon certaines estimations gouvernementales. Le logement et la modernisation des infrastructures urbaines sont des priorités, tout comme l'optimisation de la fiscalité pour stimuler les investissements privés.
Les citoyens attendent des résultats tangibles et une gouvernance transparente. Dans certaines communes, comme Agadir et Meknès, des projets pilotes montrent qu'une gestion locale efficace peut avoir un impact direct sur la vie quotidienne : rénovation de routes, modernisation de marchés, création de centres de formation professionnelle. Ces initiatives concrètes, lorsqu'elles sont relayées pendant la campagne, permettent aux partis de démontrer leur capacité à agir.
Les campagnes électorales précédentes ont également mis en évidence l'importance des moyens financiers et médiatiques. Le RNI a investi massivement pour orienter l'opinion publique lors des élections de 2021, tandis que d'autres partis comme l'Istiqlal disposaient de budgets beaucoup plus limités. Cette disparité souligne la nécessité d'un recentrage sur le terrain réel, où les actions concrètes et le dialogue direct avec les citoyens sont déterminants pour convaincre.

Exemple international : le cas italien

L'histoire internationale offre des leçons précieuses pour le Maroc. En Italie, dans les années 1990, le scandale « Mani pulite » a révélé la profondeur de la corruption et entraîné la défiance totale envers les par-

tis traditionnels. Cette crise a conduit à la mise en place d'un gouvernement technocratique dirigé par Carlo Azeglio Ciampi, composé de personnalités neutres et compétentes pour stabiliser le pays, restaurer la confiance et mettre en œuvre des réformes concrètes.

Cet exemple montre que lorsque la confiance des citoyens est ébranlée, il est possible de dépasser les logiques partisanes pour construire un gouvernement centré sur la compétence et l'intérêt national. Pour le Maroc, cela suggère qu'un gouvernement hybride, réunissant les meilleurs éléments de différents partis et de différents horizons politiques, pourrait restaurer la crédibilité et concentrer l'énergie sur des projets nationaux concrets.

L'expérience italienne démontre aussi l'importance de la communication transparente avec les citoyens et de la mise en place de mécanismes clairs de contrôle et d'évaluation des projets publics. La combinaison de compétences techniques et de neutralité politique a permis de redonner confiance à l'électorat, un modèle pertinent pour le Maroc où la défiance envers certaines institutions peut encore peser sur la participation électorale.

Gouvernement hybride : renouveau et stabilité politique

Un gouvernement hybride au Maroc pourrait représenter une solution stratégique pour dépasser les divisions partisanes et maximiser l'efficacité. Il combinerait les forces de droite et de gauche, en mettant de côté les egos et en sélectionnant les personnalités les plus compétentes pour chaque portefeuille. L'objectif serait de concentrer l'énergie politique sur les projets nationaux et de répondre aux attentes concrètes des citoyens.

Les avantages d'un tel modèle sont multiples. Il garantit la compétence et l'expertise, assurant une gestion efficace des budgets et des grands projets. Il favorise la stabilité et la continuité grâce à une représentation équilibrée des différentes sensibilités politiques. Il introduit innovation et renouveau via l'intégration de nouveaux visages, rapprochant les élus des citoyens et stimulant la créativité dans les politiques publiques. Enfin, il renforce la crédibilité internationale, facilitant les partenariats et l'investissement.

Cependant, les défis sont réels. Les rivalités internes peuvent persister et les citoyens attendent des résultats rapides, notamment dans les domaines de l'emploi, de la santé, de l'éducation et du logement. La cohésion et l'équilibre entre groupes politiques sont essentiels pour garantir la stabilité nationale et éviter la perception de favoritisme.

Plusieurs scénarios sont envisageables. Un gouvernement de coalition équilibré pourrait répartir équitablement les ministères et définir une feuille de route claire. Certaines fonctions clés pourraient être confiées à des experts indépendants pour renforcer la neutralité et l'efficacité. L'intégration d'instances consultatives composées de citoyens et de représentants de la société civile pourrait également garantir transparence et légitimité.

Un gouvernement hybride permettrait de transformer les élections en levier de renouveau politique, de restaurer la confiance dans les institutions et de montrer que compétence et intérêt national peuvent surpasser rivalités et ego. Le Maroc pourrait ainsi entamer une nouvelle ère, marquée par stabilité, développement et prospérité.

Géostratégie : levier pour la vision royale

Au-delà des enjeux nationaux et des campagnes électorales, le Maroc doit également considérer la géostratégie comme un levier essentiel de gouvernance. La vision royale, depuis plusieurs décennies, vise à positionner le pays comme un acteur central dans la région et sur la scène internationale. Cette approche repose sur plusieurs piliers : stabilité interne, partenariats stratégiques, influence économique et diplomatique, et capacité à anticiper les évolutions géopolitiques.

Dans ce contexte, le futur gouvernement ne peut se limiter à la gestion interne des affaires publiques. Il doit soutenir et amplifier cette stratégie royale pour renforcer la position du Maroc dans la région MENA et en Afrique. Par exemple, la diplomatie économique et les investissements dans les corridors logistiques internationaux permettent au Maroc de devenir un hub stratégique reliant l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Les ministères concernés, tels que le Commerce, l'Industrie, les Affaires étrangères et le Tourisme, doivent coordonner leurs actions pour maximiser l'impact sur la stabilité régionale et l'attractivité économique.

La géostratégie inclut également le rôle du Maroc dans les initiatives de sécurité régionale et internationale. Grâce à sa position géographique, le pays joue un rôle clé dans la lutte contre le terrorisme, le contrôle des flux migratoires et la stabilisation des zones frontalières. Le gouvernement doit intégrer ces dimensions dans ses priorités, en assurant une coordination efficace entre les forces armées, les services de renseignement et la diplomatie multilatérale.

Par ailleurs, la diplomatie culturelle et scientifique constitue un autre levier géostratégique. La diffusion des valeurs marocaines, l'appui aux initiatives de coopération universitaire et scientifique avec les pays africains et européens permettent d'accroître l'influence du Royaume. La capacité à montrer un leadership réfléchi et constructif dans les grands forums régionaux et internationaux est essentielle pour consolider la crédibilité du pays et faciliter la signature de partenariats stratégiques.

Enfin, la géostratégie repose sur la complémentarité entre vision royale et action gouvernementale. Un gouvernement efficace, capable de traduire les orientations stratégiques en projets concrets, renforce la capacité du Maroc à agir sur plusieurs fronts simultanément : développement économique interne, stabilité sociale, rayonnement international et sécurité régionale. Dans ce cadre, un gouvernement hybride, compétent et représentatif, peut servir de véritable moteur pour mettre en œuvre la vision royale, maximiser les opportunités géopolitiques et accroître l'influence du Royaume dans la région et au-delà.

Une nouvelle page politique

Les élections à venir ne sont pas seulement un renouvellement des mandats, elles représentent une véritable opportunité pour le Maroc de franchir un cap historique. Entre le renouvellement des partis, l'émergence de nouveaux visages, la gestion des grands projets nationaux et la consolidation de la vision géostratégique royale, le pays dispose des clés pour instaurer une gouvernance plus efficace, transparente et tournée vers l'avenir. La mise en place d'un gouvernement hybride, capable de conjuguer compétence, stabilité et intérêt national, pourrait transformer le paysage politique, dépasser les rivalités partisanes et placer le citoyen au cœur de l'action publique.

Cette nouvelle ère politique se caractérisera par un Maroc capable de concilier développement interne, influence régionale et prestige international. Les institutions renforcées, la confiance des citoyens restaurée et la mise en œuvre concrète de projets structurants offriront au pays la possibilité de s'affirmer comme un acteur central et respecté sur la scène internationale, tout en améliorant le quotidien de ses habitants. Les choix politiques à venir auront un impact durable, et s'ils sont guidés par compétence, vision et pragmatisme, ils permettront au Maroc d'entrer dans une période de stabilité, de prospérité et de rayonnement sans précédent.

Compagnie Marocaine Industrielle et Commerciale
"COMICOM"
Société anonyme au capital de 36.000.000 de dirhams
Siège social : Route desserte des usines, autoroute Casablanca-Rabat
Casablanca

RC n° 32541 Casablanca

Extension de l'objet social

1. L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires tenue le 04 juin 2025 a décidé :
   - l'extension de l'objet social pour inclure l'activité de la promotion immobilière,
   - de modifier par conséquent l'article 3 des statuts de la société relatif à l'objet social.
2. Le dépôt légal a été effectué auprès du Secrétariat Greffe du Tribunal de Commerce de Casablanca le 27 novembre 2025 sous le numéro 1000480.

Pour extrait et mention
Le Conseil d'Administration

N° 1075
LA VERITE
Du 5 au 11 décembre 2025

Présentée comme le nouveau moteur de la transformation nationale, la 5G cristallise autant d'espoirs que d'interrogations. Accélérateur économique, levier de modernisation des services publics, outil de réduction des fractures territoriales et passerelle vers l'emploi des jeunes, cette technologie concentre toutes les attentes. Mais entre dynamique d'investissement, réalités du terrain et gouvernance encore en quête de coordination, la promesse numérique du Royaume se joue désormais bien au-delà de la seule performance des réseaux.

5G, Maroc 2030

LA PROMESSE NUMÉRIQUE FACE AU DÉFI DE LA GOUVERNANCE

Par Sanae El Amrani

LA 5G S'IMPOSE AU MAROC comme l'un des symboles les plus visibles de la transformation économique et technologique en cours. Depuis son lancement commercial officiel début novembre 2025, le nouveau réseau a été activé simultanément dans 60 villes du Royaume à travers une première vague de déploiement reposant sur 6 000 stations de base opérationnelles, avec un objectif confirmé d'atteindre 8 200 stations actives avant la fin de l'année 2025 afin d'élargir progressivement la couverture nationale. En l'espace de sept jours seulement, 7 millions de smartphones compatibles 5G ont été connectés au réseau, traduisant une adoption immédiate d'une ampleur rarement observée à l'échelle internationale lors d'un démarrage commercial.

L'icône 5G s'est rapidement affichée sur les écrans des téléphones dans les grandes métropoles, renforçant l'idée d'une accélération spectaculaire du développement numérique national. Pourtant, la 5G ne se réduit ni à une hausse ponctuelle de débit ni à une simple amélioration du confort de navigation pour l'utilisateur. Son potentiel réel réside dans sa capacité à irriguer les secteurs stratégiques du pays et à transformer en profondeur les chaînes de valeur productives dans l'industrie, la santé, l'éducation, l'agriculture, la mobilité, la logistique ou encore les services publics.

Depuis le lancement, plus d'une centaine d'offres commerciales et professionnelles dédiées à la 5G ont été mises sur le marché, ciblant aussi bien les particuliers que les entreprises, le BtoB et les administrations. Dans le même temps, les volumes de consommation de données ont connu une progression rapide. Sur le segment prépayé, certaines offres ont vu leur enveloppe data augmenter de plus de 120 % à tarif équivalent, tandis que sur les forfaits postpayés, les volumes inclus ont progressé en moyenne d'environ 20 %, révélant une montée immédiate des usages numériques rendue possible par l'amélioration des performances réseau.

L'expérience internationale montre cependant que la réussite d'une transition numérique ne se mesure pas uniquement au rythme de déploiement des antennes ni à l'ampleur des premiers chiffres d'adoption. Elle dépend avant tout de la capacité d'un pays à piloter collectivement son écosystème numérique. C'est cette orchestration qui permet de transformer l'infrastructure en usages productifs, de définir des priorités sectorielles, d'organiser la coordination entre l'État, les collectivités territoriales, les opérateurs télécoms, les entreprises et les écosystèmes d'innovation, et d'assurer que l'investissement technologique se traduise en gains réels de compétitivité et de services.

C'est précisément à ce carrefour que se situe aujourd'hui le Maroc. Les investissements sont engagés, la montée en couverture est rapide, l'adoption du grand public est massive et les offres professionnelles se structurent. Mais la concrétisation des bénéfices économiques et sociaux dépend désormais d'une étape beaucoup plus délicate : transformer la capacité technique en usages structurants, capables de générer de la valeur durable, de réduire les inégalités territoriales et de créer des emplois qualifiés à grande échelle.

À l'horizon 2030, l'enjeu central n'est donc plus uniquement de disposer d'un réseau performant, mais de bâtir une gouvernance transversale du numérique capable d'aligner vision stratégique, investissements télécoms, politiques sectorielles et besoins du territoire. C'est à cette condition que la promesse technologique de la 5G pourra devenir une véritable promesse de développement national inclusif.

N° 1075
LA VERITE
Du 5 au 11 décembre 2025

La 5G au Maroc, un lancement maîtrisé dans une phase mondiale de transition

Le lancement de la 5G au Maroc s'inscrit dans un mouvement global qui dépasse largement les frontières nationales. Contrairement à l'image parfois projetée d'un basculement immédiat vers une nouvelle ère numérique, la réalité mondiale demeure celle d'une transformation progressive organisée par étapes. En 2025, plus de 70 % des pays ayant introduit la 5G ont commencé, comme le Royaume, par un déploiement dit non autonome fondé sur l'exploitation des infrastructures 4G existantes avant la bascule vers des cœurs de réseau totalement dédiés à la nouvelle génération technologique. Le Maroc a choisi cette trajectoire internationale, privilégiant une montée en charge progressive plutôt qu'une bascule brutale extrêmement coûteuse.

Ce choix repose avant tout sur une logique de soutenabilité économique. Le passage direct à une 5G pleinement autonome impliquerait des investissements massifs dans les cœurs de réseau de nouvelle génération, la densification des stations d'accès radio, le déploiement accéléré de la fibre optique vers chaque site, la construction ou l'extension de centres de données nationaux et l'intégration de systèmes avancés de cybersécurité. À l'échelle internationale, les investissements cumulés nécessaires à ce basculement complet sont estimés entre 40 et 60 % supérieurs à ceux d'un déploiement progressif par étapes. Seuls quelques États ont pu engager dès le départ un passage direct vers une 5G pleinement autonome, notamment la Chine, la Corée du Sud et, de manière plus ponctuelle, certaines zones métropolitaines du Japon et des États-Unis. L'ensemble des principaux marchés européens, dont la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni, ont suivi la même trajectoire progressive que le Maroc en démarrant par des réseaux non autonomes.

Dans les agglomérations déjà couvertes, les premiers résultats observés sont pleinement significatifs. Les tests de performance réalisés sur le réseau marocain montrent des débits descendants régulièrement supérieurs à 900 mégabits par seconde, avec des pointes dépassant 1,2 gigabit par seconde dans certains centres urbains densifiés. À titre de comparaison, les performances médianes relevées sur les réseaux 4G se situent généralement entre 80 et 150 mégabits par seconde selon les zones. Cette rupture technologique se traduit par une nette amélioration de la qualité de service dans les espaces fortement fréquentés comme les gares, centres commerciaux, quartiers d'affaires ou grands événements sportifs et culturels réunissant plusieurs dizaines de milliers d'utilisateurs simultanément. La vidéo haute définition en mobilité, les visioconférences stables ou le transfert de fichiers volumineux sont désormais possibles sans saturation du réseau.

En revanche, sur le plan de la latence, élément stratégique pour les usages industriels automatisés, la chirurgie assistée à distance ou certaines applications logistiques critiques, les gains demeurent limités dans cette première phase. Les niveaux actuels de latence observés sur le réseau marocain se situent en moyenne entre 20 et 30 millisecondes, soit une amélioration modérée par rapport aux performances de la 4G, dont la latence se situe généralement autour de 35 à 45 millisecondes. La réduction drastique du temps

de réponse, attendue entre 1 et 5 millisecondes dans des conditions optimales, dépend de la mise en service d'une 5G dite autonome reposant sur un cœur de réseau totalement repensé pour la virtualisation complète des fonctions et le découpage réseau adapté aux usages critiques. Cette évolution nécessite des investissements additionnels considérables et des ajustements technologiques complexes. Dans la plupart des pays comparables, cette bascule intervient généralement entre quatre et six ans après le lancement commercial initial, ce qui situe naturellement cette étape pour le Maroc à l'horizon de la fin de la décennie.

Sur le plan du spectre radioélectrique, l'approche marocaine repose sur une combinaison équilibrée de bandes de fréquences. La bande des 700 mégahertz, dotée d'une excellente portée, permet de couvrir de larges zones avec un nombre réduit de sites radio, ce qui en fait un levier stratégique pour l'extension de la couverture dans les territoires faiblement densifiés. À l'inverse, la bande des 3,5 gigahertz, mobilisée dans les centres urbains et les zones à forte fréquentation, apporte la capacité nécessaire pour absorber les flux massifs de données générés par la concentration d'usagers et d'activités économiques. Cette complémentarité technique a pour objectif de concilier performance dans les pôles économiques et progression graduelle de la couverture dans les régions périphériques.

L'une des spécificités marocaines du lancement réside dans la politique commercialement inclusive retenue. Contrairement à plusieurs marchés européens où la 5G est associée à des forfaits premium sensiblement plus onéreux, le Royaume a choisi une ouverture sans surcoût spécifique, permettant à tout utilisateur équipé d'un terminal compatible de bénéficier automatiquement du réseau 5G au sein de son offre existante. Cette décision vise à favoriser une adoption large et rapide afin de créer un effet de masse critique propice à l'émergence d'innovations applicatives, à l'expérimentation entrepreneuriale et à la montée en charge des usages professionnels.

Pour le citoyen, cette phase initiale se traduit aujourd'hui par une amélioration tangible mais encore progressive de l'expérience numérique. La majorité des usages quotidiens demeure largement couverte par les capacités de la 4G, tandis que la 5G apporte un surplus appréciable de stabilité et de rapidité dans les zones de forte sollicitation. La véritable rupture, perceptible à grande échelle, interviendra avec la généralisation d'applications sectorielles structurantes dans l'industrie automatisée, la télémédecine avancée, la logistique connectée ou la gestion intelligente des infrastructures publiques. Or, l'observation internationale est constante : ces usages émergent toujours après, et jamais avant, la phase de consolidation des réseaux de base.

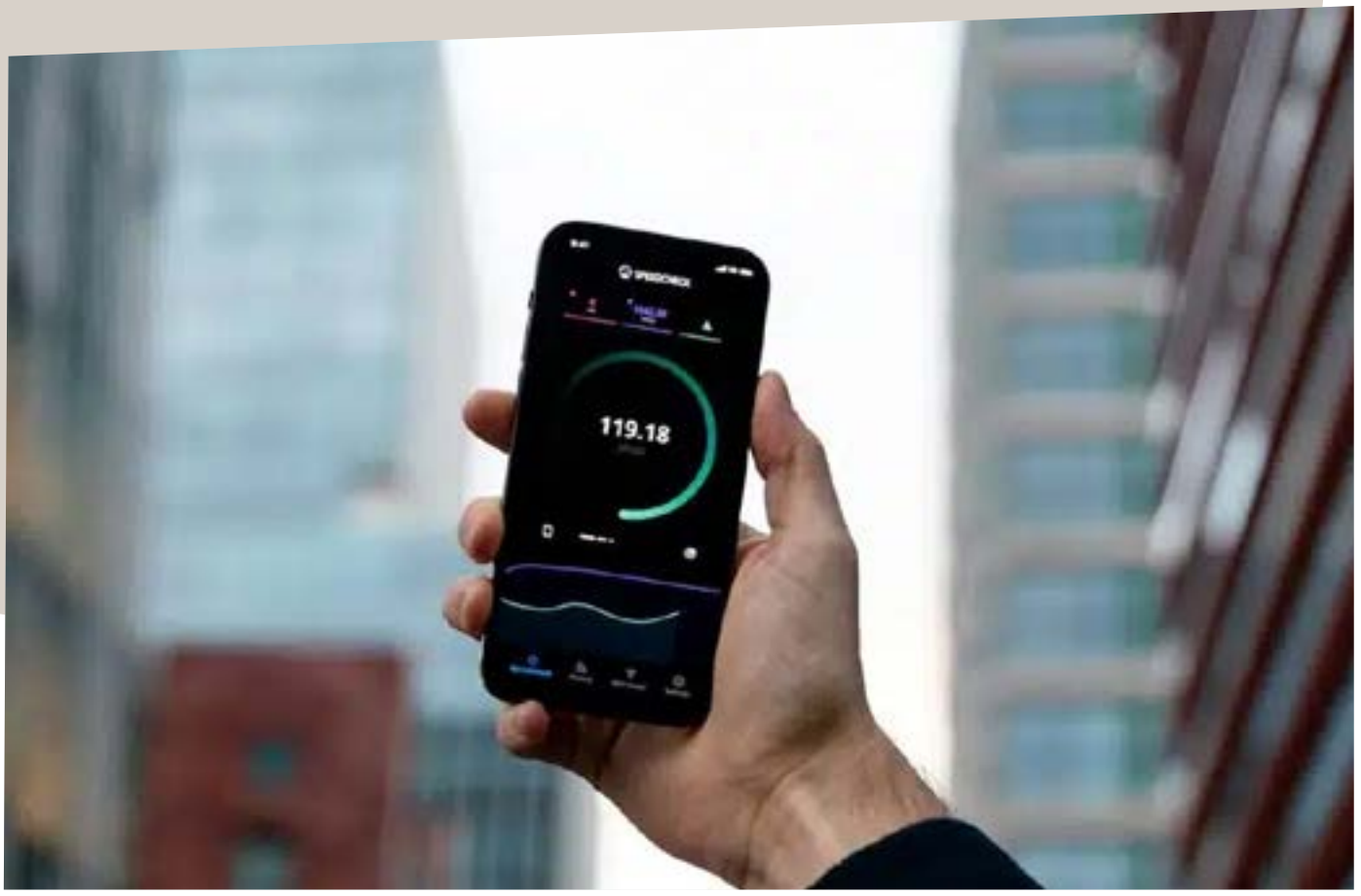
Le démarrage marocain s'apparente ainsi à une phase préparatoire indispensable. La couverture progresse rapidement, les investissements sont engagés et les premiers millions d'utilisateurs forment déjà un socle d'adoption solide. Ce socle constitue la condition essentielle à la transformation économique promise par la 5G, mais il ne peut à lui seul produire immédiatement des impacts structurels profonds. Le véritable défi se situe désormais au-delà de la performance technique du réseau. Il réside dans la capacité nationale à convertir cette infrastructure en valeur économique mesurable, en usages sectoriels productifs et en opportunités d'emploi pérennes.

À l'image des trajectoires observées à l'international, la stratégie suivie par le Maroc apparaît cohérente avec les standards mondiaux de déploiement progressif. Elle témoigne d'un choix méthodique plutôt que spectaculaire. La phase décisive reste à venir. Elle se jouera sur le terrain de l'organisation des politiques publiques numériques, de l'émergence coordonnée des usages professionnels et de l'articulation entre ambition technologique nationale et réalités territoriales. C'est dans cette capacité d'exécution collective que se déterminera, dans les prochaines années, la réussite pleine et entière de la 5G marocaine.

N° 1075 LA VERITE Du 5 au 11 décembre 2025

La fracture numérique du territoire

La montée en puissance de la 5G met en lumière un paradoxe ancien mais désormais impossible à ignorer. Pendant que les grandes métropoles bénéficient d'infrastructures toujours plus performantes, une partie significative du territoire national reste confrontée à une connectivité fragile, parfois insuffisante pour les usages les plus élémentaires. L'arrivée de la nouvelle génération de réseaux a ravivé une attente légitime. Elle a surtout rendu plus visibles des inégalités numériques qui préexistent largement à la 5G et qui constituent aujourd'hui l'un des enjeux majeurs de la transformation numérique marocaine.



Les données officielles les plus récentes indiquent qu'environ 38 % du territoire national demeure encore couvert principalement par des réseaux 2G ou 3G, avec une qualité de service très hétérogène selon les régions. Plusieurs milliers de localités rurales et de douars restent confrontés à une couverture intermittente ou insuffisante pour assurer un accès stable aux plateformes numériques modernes. Sur le plan scolaire, près de 4 000 établissements d'enseignement primaires et collégiaux ne disposent toujours pas d'une connexion Internet opérationnelle à débit adapté, limitant l'accès aux outils pédagogiques numériques et aux plateformes de cours à distance.

Dans le secteur éducatif, la crise sanitaire de 2020–2021 a rendu cette fracture particulièrement visible. Plus de 1 million d'élèves en zones rurales ou périurbaines ont été empêchés de suivre de manière régulière l'enseignement à distance faute d'accès stable au réseau mobile ou fixe. Cette réalité continue d'alimenter des écarts durables de niveau scolaire entre territoires connectés et régions sous-équipées. La fracture numérique s'est ainsi transformée en fracture éducative, menaçant la promesse d'égalité d'accès au savoir.

Le même constat s'impose dans le domaine de la santé. Les programmes de télémédecine mobile et les unités médicales itinérantes ont démontré leur efficacité dans les campagnes de dépistage et de suivi dans plusieurs provinces éloignées. Toutefois, leur déploiement reste étroitement conditionné à la disponibilité d'un réseau stable. Dans les zones ne bénéficiant que d'une couverture 3G ou inférieure, la transmission d'imagerie médicale lourde, de données de suivi biologique ou l'organisation de consultations collaboratives reste techniquement limitée, contraignant nombre de dispositifs à fonctionner en mode dégradé ou à renoncer à certaines applications essentielles.

Cette fracture territoriale dépasse les seuls enjeux sociaux. Elle pèse directement sur le développement économique local. Les territoires privés de connectivité fiable peinent à attirer les investissements industriels ou touristiques. Ils rencontrent des difficultés pour intégrer des activités de services à distance, de centres d'appels, de plateformes numériques ou d'externalisation informatique. Or, ces secteurs figurent parmi ceux qui créent aujourd'hui le plus d'emplois qualifiés dans les économies émergentes. L'insuffisance de couverture empêche également de nombreux jeunes diplômés de développer des projets entrepreneuriaux numériques depuis leurs régions d'origine, accentuant les dynamiques d'exode interne vers les grandes métropoles.

La 5G, par ses capacités de couverture étendue via la bande des 700 mégahertz, offre une opportunité inédite de désenclavement numérique rapide des zones faiblement densifiées. Chaque site équipé peut rayonner sur de larges périmètres, réduisant considérablement les coûts de maillage rural. Toutefois, cette capacité technique ne peut produire ses effets sans un renforcement parallèle du réseau de fibre optique reliant les antennes aux nœuds de transport de données. Le rayonnement radio sans fibre reste insuffisant pour soutenir les débits nécessaires aux nouveaux usages. En 2024, moins de 60 % des stations radio rurales étaient raccordées à une fibre à très haut débit, constituant l'un des principaux freins à la généralisation effective des performances 5G en dehors des grands centres urbains.

La question du financement demeure ainsi centrale. Dans la majorité des États ayant réussi une couverture numérique quasi universelle, l'investissement public a joué un rôle essentiel par le biais de fonds d'aménagement numérique, de subventions ciblées ou de délégations de réseaux d'initiative publique. Ces mécanismes ont permis de couvrir les zones les moins rentables économiquement tout en ouvrant ensuite l'exploitation des infrastructures aux opérateurs privés. En Europe, plus de 40 % des déploiements ruraux très haut débit ont été financés via des dispositifs publics ou mixtes.

Au Maroc, l'effort repose encore majoritairement sur l'investissement privé, naturellement orienté vers les zones les plus denses et solvables. Cette logique de marché, rationnelle économiquement, montre ses limites dès lors qu'il s'agit de garantir un accès universel au numérique. À ce stade, aucune stratégie nationale pleinement territorialisée n'a été formalisée pour mutualiser les infrastructures rurales ou créer un opérateur neutre d'infrastructure visant précisément à réduire les disparités régionales.

Pour la 5G, l'enjeu central dépasse donc la simple extension arithmétique de la couverture. Il s'agit de définir des priorités territoriales et sectorielles claires capables de produire un impact de rattrapage maximal. Les bassins agricoles enclavés, les régions touristiques émergentes, les plateformes industrielles éloignées des grands pôles et les axes logistiques stratégiques figurent parmi les territoires où la connectivité avancée pourrait générer les effets économiques les plus rapides et les plus vertueux.

Tant que l'accès au réseau demeurera inégalement réparti, la promesse d'une transformation numérique inclusive restera incomplète. La 5G ne saurait devenir un privilège réservé aux seules grandes métropoles. Elle est appelée à devenir un instrument de cohésion territoriale et de dynamisation régionale. Sa réussite se mesurera moins à la vitesse de téléchargement au cœur des centres urbains qu'à sa capacité à relier durablement les zones les plus isolées au reste du pays et à intégrer l'ensemble des citoyens dans l'économie numérique.

C'est dans cette articulation complexe entre performance technologique et justice territoriale que se joue désormais l'un des tournants les plus sensibles de la transition numérique marocaine. Le défi n'est plus technique seulement. Il est social, économique et résolument politique.

5G et économie réelle : la bascule des usages productifs

Le véritable test de la 5G se joue désormais loin des discours technologiques et des proclamations de modernité. Il se mesure à sa capacité réelle à transformer les pratiques productives dans les secteurs qui structurent l'économie marocaine. Une infrastructure, aussi ambitieuse soit-elle, demeure sans impact si elle ne produit ni gains de productivité, ni amélioration des services publics, ni création durable d'emplois. C'est dans ces usages concrets que se joue désormais la réussite de la transition numérique nationale.

Dans l'industrie, la 5G ouvre la voie au déploiement de réseaux privés industriels dédiés à la robotique connectée, au pilotage automatisé de chaînes de production et à la maintenance prédictive. Dans l'automobile, l'aéronautique, l'agro-industrie et la pharmacie, la généralisation des capteurs industriels permet de remonter en temps réel les données de fonctionnement des équipements. Les retours d'expérience déjà observés sur plusieurs sites industriels européens démontrent des réductions de pannes non planifiées de 20 à 30 %, ainsi que des gains de productivité compris entre 10 et 15 % lorsque les systèmes prédictifs sont pleinement opérationnels. Ces usages représentent pour le tissu industriel marocain un important potentiel de compétitivité, notamment dans les zones industrielles de Tanger, Kénitra, Nouaceur ou Agadir.

Dans l'agriculture, la 5G accompagne l'émergence de l'agriculture de précision. La gestion connectée des parcelles s'appuie sur des capteurs d'humidité du sol, des stations météorologiques locales, des images satellitaires haute résolution et des dispositifs de géolocalisation du bétail. La remontée automatisée des données permet d'optimiser l'irrigation, de réduire l'usage des intrants chimiques et d'accroître les rendements. Les expérimentations menées sur des exploitations pilotes ont permis des économies d'eau supérieures à 25 % et une augmentation moyenne de rendement de 8 à 12 % selon les cultures. Dans un pays confronté à une pression hydraulique structurelle, ces technologies constituent un levier stratégique majeur de sécurisation alimentaire.

Le secteur de la santé fait partie des champs d'application les plus immédiatement prometteurs. La transmission d'images médicales lourdes, la télésurveillance de patients atteints de maladies chroniques et les consultations multidisciplinaires à distance requièrent désormais des connexions stables à très haut débit. Les unités médicales mobiles connectées, déjà opérationnelles dans plusieurs régions, peuvent assurer des diagnostics à distance et orienter les patients vers les structures spécialisées adaptées. En 2024, plus de 120 000 actes de télémédecine ont été réalisés au niveau national dans le cadre de programmes publics ou partenariaux. À mesure que la couverture 5G s'étendra, ces dispositifs pourront être généralisés aux zones rurales enclavées où l'accès physique aux soins spécialisés reste limité.

Dans l'éducation et la formation professionnelle, la connectivité avancée constitue un outil central de réduction des inégalités territoriales d'accès au savoir. Plateformes d'enseignement à distance, visioconférences interactives, bibliothèques numériques, formation hybride et certifications en ligne deviennent accessibles à grande échelle dès lors que la couverture réseau est stabilisée. Le développement des filières numériques dans plusieurs universités et écoles supérieures s'appuie déjà sur ces outils, avec une augmentation de plus de 35 % du nombre d'inscriptions aux formations digitales certifiantes entre 2021 et 2024. L'accès égalitaire à ces ressources demeure néanmoins conditionné à la réduction effective de la fracture territoriale.

Le tourisme et l'événementiel figurent parmi les secteurs susceptibles de tirer rapidement profit des capacités de la 5G. La gestion en temps réel des flux de visiteurs, la sécurisation des grands rassemblements et l'enrichissement des expériences touristiques par la réalité augmentée reposent sur des débits élevés et une capacité massive de connexions simultanées. Dans les grands événements internationaux récents organisés ailleurs, ces technologies ont permis de traiter jusqu'à 200 000 connexions simultanées par site sans dégradation de la qualité de service. Les échéances sportives majeures prévues au Maroc constituent ainsi un banc d'essai grandeur nature pour l'intégration des services connectés au bénéfice du tourisme et de la sécurité publique.

Dans la logistique et le transport, la traçabilité en temps réel des flux de marchandises, la surveillance automatisée des chaînes portuaires et la maintenance prédictive des réseaux ferroviaires reposent sur la remontée instantanée de données issues de milliers de capteurs. Les plateformes portuaires connectées dans plusieurs hubs mondiaux ont réduit les délais de traitement logistique de 15 à 20 % grâce à l'automatisation des contrôles et à l'optimisation numérique des chaînes d'approvisionnement. Le Maroc, positionné comme porte d'entrée commerciale régionale, dispose ainsi d'un levier supplémentaire pour renforcer sa compétitivité logistique.

Au cœur de ces transformations se situe la question de l'emploi. La montée en puissance de la 5G alimente la demande en ingénieurs réseaux, développeurs de solutions IoT, spécialistes cybersécurité, analystes de données et intégrateurs industriels. Le secteur des technologies de l'information compte désormais plus de 140 000 emplois directs au Maroc en 2025, avec une croissance annuelle supérieure à 7 %. La dynamique des start-up numériques, qui dépasse désormais 3 000 entreprises actives, contribue elle aussi à l'émergence d'un tissu entrepreneurial tourné vers les services connectés, tant pour le marché national que pour l'export.

Cependant, ces transformations ne pourront se déployer pleinement sans une politique publique volontariste d'accompagnement. L'infrastructure seule ne crée pas l'usage. L'expérience internationale démontre que les écosystèmes performants reposent sur l'alignement entre déploiement technologique, stratégies industrielles, financement de l'innovation et montée en compétences. Sans cette articulation, les potentiels restent partiellement exploités, et les bénéfices économiques se concentrent sur quelques secteurs ou territoires seulement.

La 5G dispose d'un potentiel considérable pour devenir un catalyseur de productivité, d'innovation et d'emplois pour l'économie marocaine. Mais ce potentiel ne se matérialisera que si les usages sont pensés comme une priorité stratégique nationale. L'enjeu n'est plus de connecter toujours plus vite, mais de connecter utilement afin que le numérique serve pleinement le développement du pays et l'intégration de sa jeunesse dans l'économie de demain.

N° 1075 LA VERITE Du 5 au 11 décembre 2025

Gouvernance du numérique : le maillon décisif de la transformation

La réussite d'une transition numérique ne dépend jamais exclusivement de la qualité des infrastructures ou de la modernité des technologies déployées. L'expérience internationale montre qu'elle repose d'abord sur l'existence d'une gouvernance claire et structurée, capable d'articuler l'ensemble des politiques publiques concernées, de coordonner les acteurs institutionnels et économiques et de piloter l'exécution opérationnelle sur le terrain. Des pays comme la France, l'Espagne ou l'Italie ont structuré leurs stratégies autour de dispositifs interministériels dédiés et de fortes compétences accordées aux régions dans la planification numérique territoriale, permettant de synchroniser investissements télécoms, projets industriels, politiques éducatives et programmes de services publics connectés. C'est précisément à ce niveau que se situe aujourd'hui l'un des enjeux centraux de la transformation numérique marocaine.

Le Maroc dispose d'une stratégie numérique formalisée, la feuille de route Maroc Digital 2030, d'objectifs sectoriels officiellement identifiés et d'une volonté politique affichée. Toutefois, la mise en œuvre demeure marquée par une fragmentation institutionnelle qui freine parfois la traduction opérationnelle de ces ambitions. L'industrie, la santé, l'éducation, l'agriculture, le transport, les collectivités territoriales et les opérateurs télécoms avancent chacun selon leurs propres programmes, cadres budgétaires et calendriers d'investissement. Cette organisation sectorielle, classique dans le fonctionnement administratif, rend difficile l'alignement précis des projets numériques avec les déploiements d'infrastructures, ce qui peut provoquer des décalages entre la disponibilité technologique et l'exploitation réelle des usages.

Cette dispersion des responsabilités constitue aujourd'hui un défi structurel. La performance de la 5G dépend simultanément de la régulation télécom, des programmes de déploiement de fibre optique, des décisions d'aménagement territorial, des stratégies industrielles, des politiques éducatives et des dispositifs de formation professionnelle. Chacun de ces leviers relève d'institutions distinctes, fonctionnant dans des cadres de programmation non synchronisés. En l'absence d'un mécanisme permanent de coordination opérationnelle doté d'un pouvoir d'arbitrage sur les priorités et les calendriers, des situations de déphasage apparaissent entre les secteurs prêts à exploiter la connectivité et les territoires qui n'en disposent pas encore, ou inversement entre des réseaux installés et des projets économiques insuffisamment structurés pour les valoriser immédiatement.

La planification territoriale constitue l'un des défis les plus sensibles de cette gouvernance. Dans plusieurs modèles internationaux jugés performants, notamment en France, en Espagne ou dans certaines régions d'Italie, les collectivités locales jouent un rôle direct dans l'identification des zones prioritaires, la structuration des investissements publics de couverture et la mutualisation d'infrastructures mises à disposition des opérateurs commerciaux. Ces dispositifs permettent d'assurer l'extension rapide du très haut débit dans les territoires faiblement rentables du point de vue strictement économique.

Au Maroc, cette territorialisation reste limitée. Le déploiement demeure principalement piloté à l'échelle nationale selon des logiques fondées sur la densité démographique et la consommation potentielle. Cette

approche répond aux équilibres économiques du secteur mais ne permet pas, à elle seule, de réduire rapidement les disparités territoriales d'accès au numérique. L'implication directe des régions et des collectivités dans la planification numérique demeure encore insuffisamment structurée pour jouer un rôle d'accélérateur équivalent à celui observé dans certains pays européens.

La question du financement constitue un autre pilier fondamental de la gouvernance. Les expériences internationales les plus concluantes démontrent que la généralisation du très haut débit repose systématiquement sur un double effort public et privé. Subventions ciblées, fonds de péréquation territoriale, investissements publics directs et partenariats public privé ont permis d'assurer la couverture de zones à faible rentabilité commerciale tout en maintenant l'attractivité des investissements privés dans les pôles urbains et industriels.

Au Maroc, le poids de l'investissement reste largement porté par les opérateurs privés, ce qui concentre l'effort prioritairement sur les zones les plus rentables. Les mécanismes publics de soutien à l'extension territoriale, bien qu'existants notamment à travers le fonds de service universel, demeurent encore insuffisamment mobilisés pour réduire rapidement l'ensemble des fractures de connectivité.

Dans ce contexte, la question de la mutualisation des infrastructures est de plus en plus discutée au sein des cercles professionnels et institutionnels. L'idée de structurer un opérateur d'infrastructure neutre ou un dispositif public de mutualisation des réseaux, chargé de déployer et de gérer les équipements lourds avant leur mise à disposition des opérateurs commerciaux, fait désormais partie des débats sectoriels. De nombreux pays ont recours à ce type de structures afin d'accélérer la couverture, rationaliser les coûts d'investissement et garantir une équité territoriale de déploiement. Au Maroc, cette approche reste à ce stade une réflexion ouverte, sans traduction institutionnelle formelle, mais elle témoigne d'une prise de conscience croissante de la nécessité d'évoluer vers de nouveaux modèles de gouvernance des infrastructures numériques.

L'enjeu ne réside pas dans la création d'une administration centralisatrice supplémentaire. Il s'agit de bâtir un véritable dispositif de pilotage interministériel du numérique, capable d'assurer l'alignement stratégique des politiques publiques, la synchronisation des calendriers d'investissement et le suivi opérationnel des projets structurants. Ce type de gouvernance, observé dans plusieurs pays avancés, repose sur des plateformes de coordination pérennes associant ministères, régions, opérateurs, industriels, acteurs académiques et écosystèmes d'innovation, chargées de transformer les grandes orientations nationales en feuilles de route territorialisées assorties d'échéances et d'indicateurs précis.

Le Maroc dispose désormais d'atouts considérables. Les infrastructures progressent régulièrement, les compétences numériques nationales se renforcent, les investisseurs manifestent un intérêt croissant pour les secteurs technologiques et les stratégies publiques sont clairement formulées. Le véritable défi n'est plus tant celui de la définition d'une vision que celui de son exécution coordonnée. La réussite de la 5G ne se jouera pas uniquement sur la multiplication des antennes ou l'extension du spectre radio, mais sur la capacité collective à transformer cette infrastructure en gains concrets pour l'économie nationale, les services publics et l'emploi.

C'est dans la consolidation d'une gouvernance numérique unifiée et opérationnelle que se joue aujourd'hui la phase la plus décisive de la transformation marocaine. Mieux coordonner les acteurs, structurer la planification territoriale et renforcer le soutien financier aux zones les plus fragiles apparaissent comme les leviers essentiels pour faire de la 5G non pas simplement un symbole de modernité technologique, mais un véritable moteur durable de développement inclusif pour l'ensemble du Royaume.

N° 1075
LA VERITE
Du 5 au 11 décembre 2025

Cybersécurité et souveraineté des données : la nouvelle ligne de front numérique

L'essor de la 5G et la généralisation de la connectivité massive font basculer le numérique marocain dans une nouvelle dimension de vulnérabilité stratégique. Plus de réseaux, plus d'objets connectés, plus de flux de données sensibles signifient mécaniquement une surface d'attaque démultipliée. En 2025, les principaux centres nationaux de surveillance cyber estiment que les incidents ciblant des infrastructures marocaines publiques et privées ont progressé de plus de 35 % en volume par rapport à 2024, avec une intensification notable des tentatives de ransomwares, de vol de données et d'attaques par déni de service distribué touchant aussi bien les services de l'État que le secteur bancaire, la santé, l'énergie ou les télécommunications.

Dans cet environnement, la 5G agit comme un facteur d'accélération. Elle permet de connecter simultanément plusieurs millions de capteurs, de terminaux industriels ou de dispositifs médicaux. Chaque point de connexion devient potentiellement une porte d'entrée pour des intrusions numériques. Cette réalité impose un changement d'échelle complet des stratégies de défense. La cybersécurité n'est plus un simple segment technique de l'informatique mais une composante centrale de la souveraineté nationale. Elle concerne désormais directement la continuité des services publics, la sécurité économique, la protection des données personnelles et, à terme, la stabilité des infrastructures critiques du Royaume.

La question de la souveraineté des données devient ainsi indissociable du déploiement de la 5G. La multiplication des usages numériques entraîne une explosion des volumes de données générées localement par les entreprises, les administrations, les hôpitaux, les écoles, les transports et les collectivités. En 2025, le volume annuel de données traitées au Maroc est estimé à plus de 4 zettaoctets cumulés, avec une croissance moyenne annuelle proche de 25 %. Or, pendant longtemps, une part significative de ces données était hébergée hors du territoire national, dans des centres de données localisés principalement en Europe ou au Moyen-Orient. Cette externalisation faisait peser des risques de dépendance technologique, de vulnérabilité juridique et de perte de contrôle stratégique.

Face à ces enjeux, une dynamique de relocalisation progressive est à l'œuvre. Ces trois dernières années ont vu l'émergence de plusieurs pôles de data centers nationaux à Casablanca, Rabat-Salé, Marrakech et Tanger, représentant une capacité installée estimée à plus de 80 mégawatts en 2025, contre moins de 20 mégawatts en 2020. L'objectif affiché est double. Garantir l'hébergement souverain des données stratégiques de l'État et soutenir le développement de plateformes cloud marocaines capables de répondre aux besoins des entreprises locales et des projets liés à l'intelligence artificielle. La 5G s'insère directement dans cette architecture puisqu'elle alimente ces centres en flux massifs provenant des réseaux connectés.

Sur le plan réglementaire, la protection des données personnelles constitue le troisième pilier de cet édifice. La montée en puissance des objets connectés et des applications numériques implique une collecte continue d'informations sensibles concernant les citoyens, leurs déplacements, leur consommation

énergétique, leur santé ou leurs comportements numériques. Les autorités ont progressivement renforcé les mécanismes de contrôle encadrant l'exploitation de ces données et les obligations de conformité imposées aux opérateurs publics comme privés. Dans la pratique, la mise en conformité demeure cependant inégale selon les secteurs. Les grandes institutions financières et télécoms disposent aujourd'hui de dispositifs conformes aux standards internationaux. En revanche, de nombreuses PME, collectivités locales ou acteurs touristiques restent faiblement structurés dans la gestion sécurisée des données, créant autant de zones de fragilité.

La cybersécurité des réseaux 5G représente un enjeu technologique spécifique. Les architectures virtualisées, le découpage de réseau par segments dédiés aux différents usages et l'utilisation croissante de logiciels pour piloter des fonctions jadis matérielles exigent des compétences pointues. Les équipes nationales spécialisées ont été renforcées, mais la demande progresse plus vite que les capacités humaines disponibles. Le secteur estime aujourd'hui que le Maroc fait face à un déficit d'environ 10 000 ingénieurs et techniciens spécialisés en cybersécurité à l'horizon 2027. La question des talents devient donc aussi stratégique que celle des investissements matériels.

Au-delà de la défense contre les attaques, la cybersécurité devient un facteur direct d'attractivité économique. Les groupes industriels internationaux installant des usines automatisées ou des plateformes logistiques intelligentes imposent des normes strictes de sécurisation des flux numériques avant de s'engager. De même, les acteurs du cloud, de la fintech et de l'intelligence artificielle conditionnent leurs implantations à l'existence de cadres juridiques clairs et d'infrastructures résilientes. Dans cette logique, la souveraineté numérique ne se limite pas à une posture défensive. Elle constitue un avantage compétitif structurant.

La trajectoire actuelle du Maroc montre une prise de conscience réelle des risques comme des opportunités. La montée en capacité des data centers nationaux, l'intégration progressive de normes de sécurité renforcées dans les réseaux télécoms et l'encadrement juridique de la protection des données dessinent une architecture cohérente en construction. Toutefois, l'enjeu demeure celui de la coordination et de la vitesse d'exécution. La sécurisation de la 5G ne saurait progresser par silos techniques ou sectoriels. Elle exige une vision transversale associant télécoms, industries sensibles, institutions publiques, formation universitaire et acteurs privés de la cybersécurité.

À mesure que la 5G irrigue l'économie marocaine, la cybersécurité et la souveraineté des données deviennent ainsi le véritable rempart de la transformation numérique. Sans ce socle, les performances des réseaux resteraient sans valeur stratégique durable. Avec lui, le Royaume se dote au contraire des bases indispensables pour bâtir une économie numérique sécurisée, compétitive et souveraine à l'horizon 2030.

N° 1075 LA VERITE Du 5 au 11 décembre 2025

Startups marocaines

Illusion statistique et urgence d'une vraie nation entrepreneuriale

En 2024, les startups marocaines ont levé près de 95 millions de dollars, un record historique, presque trois fois plus qu'en 2023, propulsant le pays à la 6e place africaine du financement technologique. Le chiffre donne le vertige et alimente les discours optimistes sur un décollage de l'écosystème national de l'innovation. Mais derrière l'euphorie comptable, la réalité est beaucoup moins romantique. Loin d'annoncer une massification de l'entrepreneuriat innovant, ces performances révèlent surtout les fragilités d'un système encore incapable de transformer quelques succès isolés en dynamique collective durable.

Par Mohammed Taoufiq Bennani

L'illusion commence par une concentration extrême des capitaux. 65 % des fonds levés en 2024 ont été captés par seulement trois startups, dont une seule a absorbé 48 millions de dollars. Le Maroc ne dispose donc pas d'un véritable écosystème, mais plutôt d'un archipel de réussites solitaires au milieu d'un tissu entrepreneurial largement sous-financé. La performance est réelle, mais elle reste statistique plus que systémique. Un pays ne devient pas une terre d'innovation à coups de records spectaculaires. Il le devient par la densité et la diversité de ses acteurs.

Dans l'absolu, l'échec massif n'a rien d'anormal. Partout dans le monde, sur 1 000 entreprises créées, seules quelques unités survivent au-delà de cinq ans. Le filtre est encore plus sévère pour les startups, par nature exposées à des risques technologiques, commerciaux et financiers élevés. L'enjeu n'est donc pas la mortalité en soi. L'enjeu est l'environnement dans lequel ces échecs s'inscrivent. Dans les écosystèmes matures, l'échec fait partie du processus. Il forme des entrepreneurs aguerris, nourrit de nouveaux projets et renforce la capacité collective à rebondir. Dans ces systèmes, tomber n'est pas sortir du jeu. C'est apprendre, corriger, recommencer.

Au Maroc, cette mécanique vertueuse fonctionne encore mal. Le véritable déficit n'est pas celui de l'innovation, mais celui de l'entrepreneuriat. Le pays manque d'un socle massif de créateurs d'entreprises capables d'expérimenter, d'échouer et de reconstruire. Les startups ne prospèrent jamais dans le vide. Elles naissent d'un terreau constitué de PME dynamiques, de dirigeants qui ont déjà confronté leurs idées au marché, d'ingénieurs ou de cadres ayant appris à gérer des équipes, des budgets, des clients. Or ce vivier reste étroit. L'environnement institutionnel continue de pénaliser la prise de risque entrepreneuriale. Accéder au crédit demeure complexe. L'accompagnement reste fragmenté. Le cadre juridique demeure dissuasif dès que le projet dérape. Le droit réel à l'erreur est encore embryonnaire. Résultat, lorsqu'un entrepreneur chute, il chute souvent seul, durablement fragilisé, parfois exclu du jeu économique. Cette réalité nourrit une logique prudente dans la société. Une large part de la jeunesse continue de viser en priorité la fonction publique, perçue comme la voie la plus sûre vers la stabilité sociale. À l'autre extrémité du spectre économique, des mécanismes de rente permettent à quelques-uns de prospérer sans création productive. Entre ces deux pôles, l'espace de l'entreprise indépendante reste étroit, et donc celui de l'innovation également.

C'est précisément dans cette zone grise de l'entrepreneuriat que se forgent pourtant les futurs fondateurs de startups solides. On ne bâtit pas des champions technologiques directement depuis une logique administrative ou rentière. On les construit dans une culture du marché, de la concurrence, du risque assumé. Tant que cette culture reste marginale, le Maroc pourra produire des vitrines de réussite, mais pas encore un véritable écosystème.

L'année 2025 marque cependant une inflexion stratégique importante. Le lancement du nouveau dispositif de capital-risque porté par la CDG, le Fonds Mohammed VI pour l'investissement et Tamwilcom constitue un tournant. Neuf fonds ont été présélectionnés avec pour objectif de mobiliser 2,5 milliards de dirhams, dans une logique moderne de partage du risque, incluant la couverture des premières pertes pour inciter les investisseurs privés à s'engager davantage. C'est une rupture avec les anciennes politiques de subvention dispersée. Le Maroc commence à s'aligner sur les mécanismes internationaux qui ont permis ailleurs de structurer des écosystèmes performants. Le pays cesse progressivement de subventionner l'innovation. Il apprend à la dérisquer.

Mais cette avancée, aussi stratégique soit-elle, ne suffira pas à elle seule. Le capital ne crée pas d'entrepreneurs. Il accompagne ceux qui existent déjà. Sans réforme profonde de l'environnement des affaires, sans simplification réelle des procédures, sans sécurisation juridique du porteur de projet de bonne foi, sans reconnaissance sociale du droit à l'échec, l'effet de ces nouveaux fonds restera limité à une élite de startups déjà visibles.

La question centrale de 2025 n'est donc pas celle des budgets mobilisés ni des classements internationaux. Elle est autrement plus fondamentale. Le Maroc saura-t-il devenir une nation entrepreneuriale ? Saura-t-il faire de l'entreprise privée un horizon normal de carrière, et non une aventure marginale réservée à une minorité de profils téméraires ? Saura-t-il transformer quelques prototypes prometteurs en industries créatrices d'emplois durables, passer du pitch à la production, du récit de l'innovation à son incarnation économique concrète ?

Les chiffres records de 2024 prouvent que le potentiel existe. Le mécanisme financier mis en place en 2025 montre que l'État commence à corriger ses outils. Il reste désormais à réussir l'essentiel. Installer durablement la culture de l'entrepreneuriat au cœur du modèle marocain. Sans cela, les levées spectaculaires resteront des exceptions éclatantes. Avec cela, elles deviendront enfin la norme d'un pays qui aura choisi de bâtir sa croissance sur l'initiative, la prise de risque et la création de valeur.

OCP accélère la transition énergétique et pose les fondations industrielles de l'engrais vert

Par Mohammed Taoufiq Bennani

Le déploiement des trois nouvelles centrales photovoltaïques de l'OCP à Benguerir, Foum Tizi et Khouribga marque une séquence décisive dans la transformation énergétique du premier producteur mondial de phosphates. Avec une capacité cumulée de 202 MW, ces infrastructures constituent aujourd'hui le plus important dispositif solaire industriel en exploitation au Maroc, dont la centrale d'Oulad Farès à Khouribga, à elle seule forte de 105 MW, devient la plus grande installation photovoltaïque opérationnelle du pays. À Benguerir, 67 MW viennent compléter le dispositif, tandis que le site de Foum Tizi ajoute 30 MW supplémentaires au maillage énergétique du groupe.

Derrière cette montée en puissance se joue bien davantage qu'un simple investissement dans le solaire. L'OCP poursuit une stratégie industrielle de fond visant à verdir l'ensemble de sa chaîne de valeur, de l'extraction du phosphate jusqu'à la production d'engrais sur mesure destinés à l'agriculture mondiale. Piloté par la filiale OCP Green Energy, créée en 2022 pour porter exclusivement le virage énergétique du groupe, ce programme s'inscrit dans un plan plus large qui ambitionne de couvrir 100 % des besoins électriques de l'OCP par des énergies renouvelables à l'horizon 2030.

L'enjeu est double. Il est d'abord industriel. Le groupe sécurise ses approvisionnements énergétiques, historiquement sensibles aux fluctuations internationales des prix de l'électricité et des combustibles fossiles. La production solaire interne permet de stabiliser les coûts, avec un prix de l'énergie estimé autour de 368 dirhams par mégawattheure, niveau particulièrement compétitif pour une industrie lourde. Cette stabilité énergétique est essentielle à la compétitivité globale de l'OCP dans un marché des intrants agricoles soumis à de fortes tensions géopolitiques et monétaires.

Mais l'enjeu est également environnemental et stratégique. Ces nouvelles centrales alimentent notamment les installations de dessalement d'OCP Green Water, maillon clé de la sécurisation hydrique du groupe. L'eau dessalée, produite grâce à une électricité bas carbone, est utilisée tant pour les procédés industriels que pour l'irrigation agricole des territoires voisins, contribuant à réduire la pression sur les ressources hydriques conventionnelles. Ce couplage énergie renouvelable eau industrie illustre la nouvelle logique de circularité adoptée par le groupe, où chaque investissement répond simultanément à plusieurs équations de durabilité.

Sur le plan industriel, l'apport solaire permet également d'alimenter directement les unités de production d'engrais « verts ». Ces fertilisants à faible empreinte carbone constituent désormais un axe stratégique majeur pour OCP face à la montée des exigences environnementales des marchés européens, africains et américains. La décarbonation des engrais devient un facteur clé de compétitivité commerciale, à mesure que les mécanismes d'ajustement carbone aux frontières se renforcent et que les chaînes d'approvisionnement de l'agro-industrie mondiale se recentrent sur des intrants certifiés durables.

L'investissement, estimé à près de 2 milliards de dirhams pour cette seule phase solaire, doit être replacé dans un programme énergétique bien plus vaste qui inclut le développement de capacités éoliennes, de solutions de stockage par batteries et, à moyen terme, d'une filière hydrogène vert couplée à la fabrication d'ammoniac propre. Ces projets positionnent l'OCP non plus seulement comme un acteur minier, mais comme un groupe chimique intégré opérant désormais au cœur de la transition énergétique régionale.

Les implantations de Benguerir et Khouribga symbolisent d'ailleurs cette transformation territoriale. À Benguerir, pôle d'innovation et de recherche avec l'UM6P, la centrale renforce l'écosystème technologique et énergétique local dédié aux solutions agricoles durables. À Khouribga, cœur historique du bassin phosphatier marocain, la centrale d'Oulad Farès vient sceller la mutation d'une région autrefois dominée par les énergies fossiles vers un modèle industriel aligné avec la neutralité carbone.

À travers cette initiative, l'OCP s'inscrit également dans une dynamique nationale. Le Maroc consolide son rôle de plateforme énergétique régionale, capable de produire massivement de l'électricité renouvelable à coûts compétitifs pour soutenir à la fois ses besoins domestiques et les ambitions exportatrices de ses grands groupes industriels. Cette synergie entre stratégie publique et projets privés structurants renforce la crédibilité du Royaume dans ses engagements climatiques internationaux, tout en préservant la souveraineté industrielle du pays face aux évolutions réglementaires mondiales.

Plus qu'un simple chantier solaire, le lancement des 202 MW photovoltaïques représente ainsi une étape fondatrice d'un nouveau modèle productif pour le groupe OCP et, au-delà, pour l'industrie marocaine. L'engrais « vert » n'est plus un concept prospectif. Il devient progressivement une réalité industrielle, issue d'un système énergétique intégré où soleil, eau dessalée, innovation agronomique et compétitivité économique convergent. Ce basculement conforte la place du Maroc dans la géopolitique alimentaire mondiale et affirme l'OCP comme l'un des rares acteurs globaux ayant transformé la transition énergétique en véritable avantage stratégique.

N° 1075 LA VERITE Du 5 au 11 décembre 2025

Dérive démocratique de la Tunisie sous la présidence de Kaïs Saïed

Par Jawad Kerdoudi *

LE 25 NOVEMBRE 2025, une Cour d'Appel tunisienne a rendu des condamnations allant jusqu'à 45 ans de prison à l'encontre de 40 personnes : des leaders politiques, des avocats, des hommes d'affaires sous les chefs d'accusation « complot contre la sûreté de l'Etat » et « adhésion à un groupe terroriste ». Ce procès s'inscrit dans une série de jugements sévères prononcés depuis 2023 contre des opposants, des figures politiques et des journalistes.

Ce jugement traduit la dérive démocratique de la Tunisie depuis l'élection le 23 Octobre 2019 de Kaïs Saïed, un nouveau venu dans le monde politique, juriste et universitaire spécialiste du droit constitutionnel. Alors que la révolution de 2011 en Tunisie consécutive au Printemps arabe avait permis une ouverture politique, la liberté d'expression et l'Etat de droit, les différents gouvernements qui se sont succédés ont abouti à une paralysie politique, au développement de la corruption et à l'échec des élites. C'est ce qui explique la victoire de Kaïs Saïed à l'élection présidentielle de 2019 avec 72,7% des suffrages exprimés au second tour.

La dérive démocratique de la Tunisie débute le 25 Juillet 2021 date à laquelle Kaïs Saïed assume les pouvoirs exécutifs, après avoir suspendu le Parlement, et limogé le Premier ministre. Par la suite, il révoque le gouvernement, dissout le Parlement et prend le contrôle du Parquet. Il dissout également le Conseil supérieur de la magistrature en 2022, et limoge par décret plusieurs juges sans procédure judiciaire régulière. Il promulgue en 2022 une nouvelle Constitution qui élargit les pouvoirs du président, et réduit les contre-pouvoirs parlementaires et juridiques. Cette Constitution est adoptée par référendum avec une très faible participation de 30%.

Il procède à une réforme électorale qui affaiblit les partis politiques, et marginalise l'opposition. En résumé, on peut considérer que la Tunisie connait un retour progressif à un autoritarisme d'Etat, malgré les acquis importants de la révolution de 2011.

Parallèlement à la crise politique, la Tunisie connait une situation économique fragile. La croissance économique en 2024 était seulement de 1,4%, pour les 9 premiers mois de 2025 il y a une augmentation à 2,4%. En Octobre 2025, l'inflation a été de 4,9% et le taux de chômage a atteint 15,3%. La dette publique est élevée (84% du PIB en 2024) et le déficit budgétaire de 6,3%. En 2025, il est prévu un déficit commercial de 1,9% du PIB, et un déficit de la balance des paiements de 1,7% du PIB.

En politique étrangère, Kaïs Saïed a opéré un rapprochement diplomatique et politique fort avec l'Algérie. Il a souligné « l'unité de destin » entre la Tunisie et l'Algérie, et a qualifié le partenariat bilatéral de stratégique. Depuis la présidence de Kaïs Saïed, l'Algérie aurait mobilisé jusqu'à 800 millions de dollars en faveur de la Tunisie entre prêts, dépôts et aides diverses. Parmi les aides de l'Algérie à la Tunisie, on peut mentionner les facilités pour l'approvisionnement énergétique (gaz et hydrocarbures), ce qui est crucial pour la Tunisie compte tenu de son déficit énergétique structurel. Les deux pays entendent diversifier leurs échanges dans les secteurs du commerce, des investissements, des infrastructures, de l'énergie et du transport. En contrepartie de ces aides de l'Algérie, on note un alignement diplomatique de la Tunisie sur des dossiers régionaux ou internationaux. C'est ainsi que sur le dossier du Sahara, la Tunisie s'est alignée sur la position algérienne en citant le « droit des peuples à l'autodétermination ». Plus grave encore, Kaïs Saïed a accueilli personnellement le chef du Polisario Brahim Ghali le 26 Août 2022 à l'aéroport de Tunis-Carthage à l'occasion de la tenue à Tunis du Sommet TICAD 8 (Forum de coopération Japon-Afrique).

La réaction du Maroc ne s'est pas fait attendre, l'accueil protocolaire du chef du Polisario par Kaïs Saïed a été perçu par Rabat comme un « acte hostile » et une violation de la neutralité traditionnelle de la Tunisie sur le dossier du Sahara. En réaction, le Maroc a rappelé son ambassadeur à Tunis et les relations diplomatiques ont été de facto gelées depuis.

On ne peut que regretter la situation actuelle de la Tunisie avec laquelle le Maroc a toujours entretenu de bonnes relations. Il faut espérer le retour le plus rapidement possible de la démocratie et de l'Etat de droit dans ce pays frère. Ce rapprochement de la Tunisie avec l'Algérie empêche toute relance de l'Union Maghrébine. Concernant le dossier du Sahara, la résolution 2797 du Conseil de sécurité de l'ONU qui accorde la prééminence au plan d'autonomie du Maroc marginalise la position aussi bien de la Tunisie que de l'Algérie.

*** Jawad Kerdoudi est Président de l'IMRI (Institut Marocain des Relations Internationales)**

Ukraine

Corruption et ouverture stratégique pour Washington

Par Yassine Andaloussi

La démission brutale du chef de cabinet du président ukrainien Volodymyr Zelensky, à la suite de révélations sur un réseau présumé de corruption, secoue l'administration et le paysage politique du pays. Au-delà de l'aspect interne, cette affaire ouvre une fenêtre stratégique pour l'administration Trump, capable d'influer sur le cabinet ukrainien et de renforcer sa marge de manœuvre sur Kiev.

Une chute politique qui ébranle Kiev

Andriy Yermak, figure centrale du système Zelensky, a longtemps été considéré comme l'homme le plus influent du pays après le président. Chef de cabinet, conseiller stratégique et négociateur de premier plan, il incarnait un modèle de fidélité et d'efficacité qui permettait à Zelensky de maintenir la cohésion au sein de son gouvernement dans un contexte d'instabilité extrême. Sa position lui conférait un pouvoir considérable sur les relations internationales et la coordination interne de l'administration, faisant de lui une figure quasi-indéboulonnable au sommet de la pyramide décisionnelle ukrainienne.

Pourtant, en quelques heures, Yermak est passé du statut de pilier du pouvoir à celui de haut responsable contraint de démissionner. Les premières perquisitions menées par le Bureau national anticorruption d'Ukraine et le Parquet spécialisé anticorruption ont rapidement mis en évidence l'ampleur des soupçons qui pesaient sur lui. Les opérations, menées au domicile et au bureau de Yermak dans la plus grande discrétion, ont révélé un réseau présumé de détournements au sein d'Energoatom, le géant nucléaire ukrainien, impliquant des rétrocommissions et des manipulations de marchés publics.

Cette affaire ne se limite pas à une simple question financière. Elle révèle une fragilité structurelle, même des personnalités puissantes et proches du président ne peuvent se protéger lorsque les pratiques douteuses franchissent la ligne rouge. La corruption, longtemps tolérée ou camouflée par des protections administratives et politiques, devient un facteur d'instabilité et peut ébranler l'ensemble du système. La démission de Yermak illustre la fragilité d'un appareil étatique confronté à ses propres limites et aux exigences des partenaires internationaux.

Les réactions à Kiev ont été immédiates. La classe politique, habituée à la stature de Yermak, a été frappée par l'ampleur de la chute. L'événement a provoqué une onde de choc, remettant en question non seulement la sécurité du pouvoir présidentiel, mais aussi la crédibilité des réformes engagées depuis plusieurs années, en particulier dans la lutte contre la corruption. Cette crise souligne que l'intégrité des institutions est désormais indissociable de la stabilité politique, surtout dans un pays en guerre et dépendant du soutien extérieur pour sa survie économique et militaire.

Une fenêtre stratégique pour l'administration Trump

Au-delà des enjeux internes, la démission de Yermak ouvre une dimension stratégique majeure sur le plan international. Avec le retour potentiel de Donald Trump à la Maison Blanche, l'Ukraine se retrouve confrontée à un rééquilibrage de son rapport de force avec Washington. La vacance créée au sommet du cabinet présidentiel offre à l'administration américaine une marge de manœuvre pour influencer la composition et le fonctionnement du gouvernement ukrainien.

Pour l'administration Trump, la sortie de Yermak représente une opportunité d'accroître son influence sur le cabinet de Zelensky et, par extension, sur les choix politiques et diplomatiques de Kiev. Dans un contexte de dépendance militaire et financière, cette situation pourrait pousser les dirigeants ukrainiens à adopter une posture plus conciliante vis-à-vis des exigences américaines, renforçant ainsi l'influence de Washington sur la stratégie et les décisions ukrainiennes.

Cette fenêtre stratégique souligne un paradoxe : la lutte contre la corruption, tout en étant indispensable pour la stabilité nationale, peut également devenir un levier pour les partenaires internationaux dans la recomposition du pouvoir. La chute de Yermak démontre que les crises internes peuvent avoir des retombées géopolitiques directes, où la pression extérieure et les intérêts stratégiques se combinent pour remodeler la gouvernance d'un État en guerre.

Par ailleurs, cette situation met en lumière les défis de souveraineté auxquels l'Ukraine doit faire face. La dépendance aux financements étrangers, combinée aux impératifs militaires, oblige le gouvernement à composer avec les attentes de partenaires puissants, parfois au risque de restreindre son autonomie dans la prise de décisions. La démission de Yermak devient ainsi un signal de la protection de l'intérêt national et la lutte contre la corruption passent avant la fidélité personnelle, mais elles s'inscrivent dans un cadre où les enjeux internationaux pèsent lourdement sur la politique intérieure.

Fragilité politique et administrative

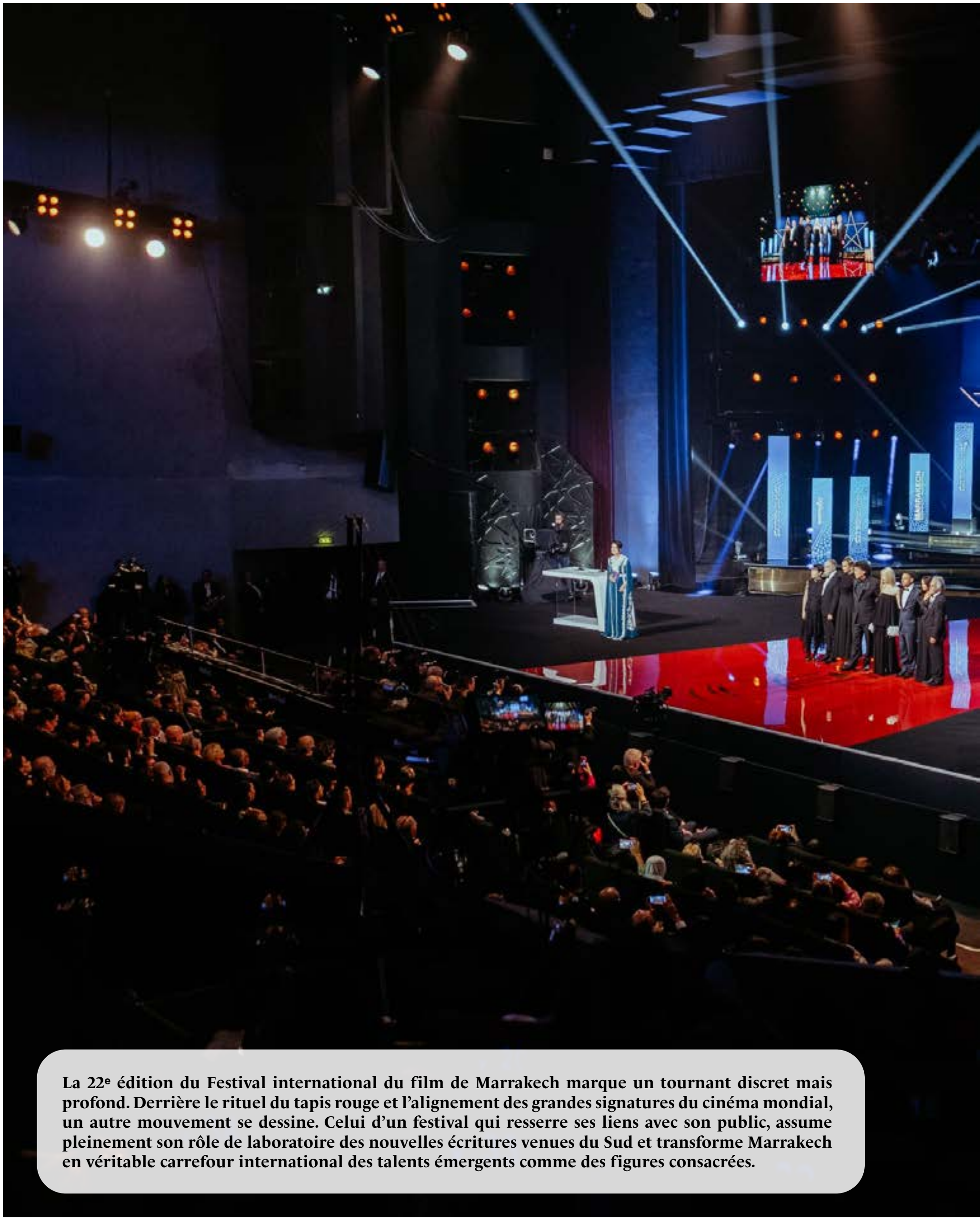
L'affaire Yermak est plus qu'un simple scandale de corruption. Elle révèle la fragilité des structures politiques et administratives ukrainiennes, où le pouvoir repose encore largement sur des personnalités influentes et sur des réseaux internes. Elle illustre également l'interconnexion entre gouvernance nationale et stratégie internationale, et le rôle des partenaires étrangers dans la mise en œuvre des réformes et le maintien de la stabilité politique.

La démission du chef de cabinet constitue une leçon universelle : aucun réseau, aucune influence et aucune proximité avec le chef de l'État ne peuvent protéger durablement une pratique douteuse lorsque la ligne rouge est franchie. Pour l'Ukraine, c'est un signal fort envoyé à ses citoyens et à ses partenaires : la transparence et la protection de l'intérêt national priment sur les équilibres internes.

Simultanément, cette crise offre un espace stratégique à l'administration Trump. En ouvrant une fenêtre pour remodeler l'entourage de Zelensky, elle pourrait renforcer l'influence américaine sur la politique ukrainienne, accentuant la dépendance de Kiev aux financements et aux orientations de Washington. Les réformes et la lutte contre la corruption deviennent ainsi un instrument de diplomatie et un levier géopolitique, où chaque décision interne peut avoir des conséquences directes sur la scène internationale.

Dans un contexte de guerre et de pressions extérieures, l'Ukraine est confrontée à un double défi : consolider ses institutions pour garantir l'intégrité de l'État et gérer les attentes des alliés stratégiques sans compromettre sa souveraineté. L'affaire Yermak illustre la complexité de cet équilibre, où la défense des intérêts nationaux, la lutte contre la corruption et la stratégie internationale se croisent de manière étroite, définissant la nouvelle dynamique politique et diplomatique du pays.

N° 1075
LA VERITE
Du 5 au 11 décembre 2025



La 22e édition du Festival international du film de Marrakech marque un tournant discret mais profond. Derrière le rituel du tapis rouge et l'alignement des grandes signatures du cinéma mondial, un autre mouvement se dessine. Celui d'un festival qui resserre ses liens avec son public, assume pleinement son rôle de laboratoire des nouvelles écritures venues du Sud et transforme Marrakech en véritable carrefour international des talents émergents comme des figures consacrées.

FIFM 2025, MARRAKECH PREND TOUTE LA LUMIÈRE

Par Kenza El Mdaghri

ENTRE LE 28 novembre et le 6 décembre 2025, Marrakech a de nouveau vécu au rythme du cinéma. Les salles combles, la ferveur populaire autour des projections publiques et la montée en puissance des débats professionnels racontent plus qu'une saison de glamour. Ils révèlent une mue. Longtemps perçu comme un rendez-vous mondain avant d'être un espace de création, le FIFM opère désormais un rééquilibrage visible. La rencontre directe entre films exigeants et grand public devient centrale. Les foules réunies au Palais des Congrès pour des séances souvent affichées complètes témoignent de cette reconquête des spectateurs, curieux de découvertes internationales et avides de récits venus d'ailleurs.

Sous la présidence du cinéaste sud-coréen Bong Joon Ho, Palme d'or et Oscar pour Parasite, le festival affiche cette année une ambition claire. Mettre en dialogue les auteurs contemporains, valoriser les nouvelles générations de réalisateurs d'Afrique, du monde arabe et d'Asie, tout en consolidant Marrakech comme point de passage stratégique entre les grands réseaux du cinéma international et les cinématographies du Sud.

N° 1075
LA VERITE
Du 5 au 11 décembre 2025

Une compétition internationale tournée vers les premiers films

La sélection officielle 2025 aligne 13 longs métrages, tous premiers ou seconds films, confirmant l'identité historique du festival comme plateforme de révélation d'auteurs. Le cinéma marocain y trouve une nouvelle visibilité internationale avec Behind the Palm Trees de Meryem Benm'Barek, coproduction entre le Maroc, la France, la Belgique et le Royaume-Uni, symbole d'un vivier national désormais solidement connecté aux grands circuits de coproduction.

La diversité géographique irrigue toute la compétition. L'Australie et les Philippines se croisent dans First Light de James J. Robinson, tandis que Taïwan est représenté par Before the Bright Day de Shih-Han Tsao. L'Afrique et sa diaspora occupent une place centrale avec My Father's Shadow du Nigérian Akinola Davies Jr., coproduit avec le Royaume-Uni, Laundry de la Sud-Africaine Zamo Mkhwanazi, soutenu par les Ateliers de l'Atlas et ancré dans le Johannesburg de l'après-apartheid, ou encore Aisha Can't Fly Away du réalisateur égyptien Morad Mostafa, porté par une vaste coproduction reliant l'Égypte, la France, l'Allemagne, la Tunisie, l'Arabie saoudite et le Soudan.

Le continent asiatique s'impose par la pluralité des formes avec Amoeba de la Singapourienne Siyou Tan, coproduction entre Singapour, les Pays-Bas, la France, l'Espagne et la Corée, et Ish, film en noir et blanc du Britannique d'origine bangladaise Imran Perretta, exploration intime de l'adolescence marquée par le deuil, les violences policières et la quête identitaire au Royaume-Uni. La sélection se complète avec Broken Voices du Tchèque Ondřej Provazník, Forastera de l'Espagnole Lucía Aleñar Iglesias, coproduction associant l'Espagne, la Suède et l'Italie, Promis le ciel de la Franco-Tunisienne Erige Sehiri, Straight Circle d'Oscar Hudson, Memory de Vladlena Sandu et My Father and Qaddafi de Jihan K., qui revisite l'histoire libyenne à travers un prisme intime.

À travers cet éventail de récits, la compétition compose un panorama d'histoires d'exil, de deuil, de fractures sociales, d'héritages politiques et de quêtes de liberté. Le jury a revendiqué dès la conférence de presse la centralité de ces récits forts et intimes, affirmant un choix éditorial où la fragilité, l'émotion et le politique deviennent des terrains privilégiés de cinéma.

Marrakech, carrefour des grandes voix contemporaines

Le jury 2025 incarne cette dimension cosmopolite. Autour de Bong Joon Ho, président, siègent le réalisateur et artiste visuel brésilo-algérien Karim Aïnouz, le cinéaste marocain Hakim Belabbes, la réalisatrice

française Julia Ducournau, l'acteur et cinéaste iranien Payman Maadi, l'actrice américaine Jenna Ortega, la scénariste et réalisatrice canadienne Celine Song et l'actrice anglo-argentine Anya Taylor-Joy.
Parallèlement, le programme Conversations s'affirme comme l'un des espaces les plus fréquentés du festival. Devant un public composé d'étudiants, de jeunes cinéastes et de cinéphiles, les invités acceptent un exercice rare de parole directe sur leurs doutes, leurs méthodes et les mutations profondes du septième art.
L'édition réunit un plateau d'intervenants prestigieux où se croisent Guillermo del Toro, Andrew Dominik, Laurence Fishburne, Jodie Foster, Nadine Labaki, Kleber Mendonça Filho, Jafar Panahi, Tahar Rahim et Karan Johar, figure centrale du cinéma bollywoodien.
La question de l'intelligence artificielle traverse de nombreux échanges. Les membres du jury adoptent une ligne commune. Aucun personnage généré par algorithme ne saurait remplacer un acteur réel, car aucune technologie ne reproduira la complexité émotionnelle, la sensibilité et l'âme d'une interprétation humaine. Kleber Mendonça Filho défend l'idée d'un cinéma généreux, ancré dans des environnements concrets et reconnaissables. Virginie Efira et Chiara Mastroianni plaident pour un cinéma libre, affranchi des seuls impératifs de rentabilité, capable d'oser des formes narratives audacieuses, d'explorer l'inconscient et de jouer avec les contrastes entre le réel et le rêve.

Ateliers de l'Atlas : Marrakech, fabrique de cinéma

Le socle professionnel du festival se renforce avec la 8e édition des Ateliers de l'Atlas, incubateur des cinémas du Sud. 28 projets et films sont sélectionnés parmi lesquels 12 projets en développement, 10 films en tournage ou en postproduction et 5 premiers longs métrages issus de 9 pays, Angola, Burkina Faso, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mozambique, Palestine et Tanzanie.
Le Maroc occupe une place particulière avec 5 projets sélectionnés dans la section Regards sur l'Atlas, tous des premiers longs métrages, et 1 film national en fin de montage présenté dans Atlas Film Showcase, recherchant une avant-première internationale. Le dispositif est prolongé par Atlas Station, programme dédié au perfectionnement des compétences de 8 professionnelles marocaines, ainsi que par l'accompagnement de 4 courts métrages en postproduction.
Le volet Atlas Distribution réunit à Marrakech près de 60 distributeurs venus d'Afrique, du monde arabe et d'Europe, autour des Atlas Distribution Awards, afin de créer des passerelles concrètes entre création, diffusion et marchés internationaux.

Hommages croisés

L'histoire du cinéma est honorée à travers plusieurs distinctions. L'acteur, réalisateur et producteur égyptien Hussein Fahmi reçoit l'Étoile d'or remise par Youssra. Jodie Foster, doublement oscarisée, est célébrée pour l'ensemble de sa carrière et reçoit à son tour l'Étoile d'or des mains de Bong Joon Ho, accompagnée d'un message vidéo de Martin Scorsese. Sont également honorés Guillermo del Toro, maître des univers fantastiques contemporains, et l'actrice marocaine Raouya, Fatima Harandi, saluée pour une carrière emblématique du cinéma national.

Carrefour pour l'Academie des Oscars et les cinémas du sud

La présence de Bill Kramer, directeur général de l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences, confirme le positionnement stratégique du festival comme espace de veille pour l'Académie sur les talents émergents d'Afrique et du Moyen-Orient. Le FIFM s'impose ainsi comme un point de passage recherché par les institutions internationales de reconnaissance cinématographique.

Loin d'une simple vitrine mondaine, le Festival international du film de Marrakech 2025 s'impose comme un rendez-vous structurant. L'événement conjugue exigence artistique, circulation professionnelle des talents et adhésion populaire croissante. Dans cet équilibre rare entre création, industrie et public, Marrakech confirme sa place parmi les grands pôles culturels émergents du cinéma mondial.

N° 1075
LA VERITE
Du 5 au 11 décembre 2025

Ateliers de l'Atlas, pilier industriel du festival

Derrière les projections publiques et les cérémonies officielles, le Festival international du film de Marrakech s'est progressivement doté d'un outil structurant rarement égalé dans la région. Les Ateliers de l'Atlas, dont la 8e édition se tient du 30 novembre au 4 décembre 2025, constituent aujourd'hui l'un des principaux leviers de développement des cinémas d'Afrique, du monde arabe et du Maroc. Cette année, 28 projets sont accompagnés au total, représentant 9 pays africains et moyen-orientaux.

Parmi ces projets, 12 sont en développement, portés majoritairement par de jeunes réalisateurs venus du Maroc, du Liban, d'Égypte, de Jordanie, du Mozambique et de Palestine. Ils bénéficient de résidences d'écriture intensives, de séances de mentorat artistique et éditorial, ainsi que d'un accompagnement juridique et financier destiné à structurer des dossiers de coproduction aux standards européens et internationaux.

À ces projets s'ajoutent 10 films en tournage ou en postproduction, sélectionnés au sein du programme Atlas Post-Production, qui viennent présenter des extraits de montage devant un public de programmateurs, de fonds de soutien et de distributeurs internationaux. Parmi eux figurent plusieurs œuvres marocaines en phase finale, confirmant l'ancrage désormais très concret de l'industrie nationale dans cet écosystème régional.

La section Regards sur l'Atlas met spécialement à l'honneur 5 premiers longs métrages marocains, en offrant à leurs réalisateurs un accompagnement renforcé, depuis le développement artistique jusqu'à la stratégie de diffusion internationale. Un film national supplémentaire, présenté dans le cadre de Atlas Film Showcase, recherche activement une avant-première mondiale et un distributeur international, démontrant combien Marrakech est devenu un lieu où se négocient désormais des trajectoires de carrière réelles.

Une hub de coproduction sud-sud et euro-africain

L'originalité des Ateliers de l'Atlas réside dans leur positionnement. Marrakech ne fonctionne ni comme un simple marché du film calqué sur les modèles occidentaux, ni comme un incubateur fermé. Le programme agit comme un hub de coproduction Sud-Sud et euro-africain, reliant cinéastes indépendants aux grands fonds internationaux.

Chaque année, producteurs et responsables de structures européennes comme le World Cinema Fund,

le Doha Film Institute, le Fondation IDFA Bertha, ou encore les guichets régionaux français et belges participent aux sessions de pitch et de mentorat. Les projets marocains bénéficient particulièrement de ce dispositif, qui leur permet d'intégrer des plateformes de financement jusque-là difficilement accessibles sans accompagnement spécialisé.
Cette année encore, les échanges ont permis la mise en relation directe de porteurs de projets avec des coproducteurs établis en France, en Allemagne, en Belgique, en Espagne, aux Pays-Bas et dans plusieurs pays du Golfe. Plusieurs films développés à Marrakech sont déjà annoncés sur les sélections parallèles de grands festivals à venir, illustrant la crédibilité désormais acquise par le label "développé aux Ateliers de l'Atlas".

Atlas Distribution, la bataille de la circulation des films

L'un des angles majeurs du programme professionnel 2025 concerne la question de la diffusion. Produire ne suffit plus. Il faut pouvoir faire circuler les films, défi récurrent des cinémas africains et arabes confrontés à la faiblesse de leurs réseaux de salles.
Le dispositif Atlas Distribution s'articule autour des Atlas Distribution Awards et réunit près de 60 distributeurs et exploitants venus d'Afrique de l'Ouest, du Maghreb, du Moyen-Orient et d'Europe. Objectif. Nouer des accords de sortie régionale, mutualiser les coûts de promotion, tester de nouveaux modèles combinant exploitation en salles, plateformes VOD et diffusion télévisée.
Les sessions organisées cette année ont porté sur les stratégies de "plateformes hybrides", conciliant diffusion locale et exportation internationale, ainsi que sur la coopération entre salles indépendantes marocaines, tunisiennes et sénégalaises pour organiser des circuits communs de projections événementielles.
Pour le cinéma marocain, cette bataille de la distribution est centrale. Malgré une reprise progressive de la fréquentation dans certaines grandes villes du Royaume, le nombre de salles reste limité à l'échelle nationale, rendant indispensable une stratégie régionale élargie. Marrakech devient ainsi l'un des rares lieux du continent où ces problématiques sont abordées de façon structurée et opérationnelle.

Atlas Station, la montée en compétence des talents marocains

Au-delà des films eux-mêmes, la professionnalisation des équipes constitue l'autre pierre angulaire du dispositif. Le programme Atlas Station accompagne 8 professionnelles marocaines issues des métiers de la production, du scénario et de la diffusion. L'objectif est clair. Former une nouvelle génération de productrices capables de structurer durablement des projets, de sécuriser des financements internationaux et d'assurer la gestion de carrières artistiques sur le long terme.
Des modules spécifiques sont dédiés à la négociation de coproductions internationales, à la gestion des droits, aux stratégies de festivals et à la promotion internationale. Cette transmission de compétences répond à un besoin identifié depuis plusieurs années. Le cinéma marocain dispose de talents créatifs abondants mais manque encore de profils intermédiaires capables d'accompagner ces auteurs sur la durée.

Un impact économique local bien réel

Au-delà de l'industrie cinématographique stricto sensu, le FIFM génère une activité économique directe pour la ville de Marrakech. Hôtellerie, restauration, sociétés de transport, techniciens audiovisuels, traducteurs, photographes, équipes de sous-titrage et prestataires événementiels sont mobilisés pendant 10 jours, créant un écosystème temporaire mais significatif.
Cette économie culturelle bénéficie également au tissu de formation marocain. Les partenariats avec l'ISMAC, les écoles de communication, de cinéma et les universités locales permettent à de nombreux étudiants d'intégrer les équipes de production et de logistique du festival à titre de stages de terrain, constituant souvent leurs premiers pas professionnels dans le secteur.

À travers les Ateliers de l'Atlas, Atlas Distribution et Atlas Station, le Festival international du film de Marrakech s'affirme désormais comme l'un des principaux pôles industriels du cinéma africain. Loin d'un simple événement annuel, il contribue à structurer durablement des carrières, à connecter des marchés autrefois cloisonnés et à faire émerger un modèle marocain de soutien à la création fondé sur l'accompagnement long, la coproduction et la circulation internationale des œuvres.

N° 1075
LA VERITE
Du 5 au 11 décembre 2025

Le cinéma marocain au temps de la maturation

Le Festival international du film de Marrakech 2025 confirme une évolution de fond du cinéma marocain. La présence nationale ne repose plus sur une logique symbolique ou protocolaire, mais sur une réalité artistique mesurable. 15 films marocains sont programmés cette année toutes sections confondues, une visibilité inédite qui reflète la densité créative atteinte par une génération désormais reconnue au-delà des frontières du Royaume.

Dans la compétition internationale, Behind the Palm Trees de Meryem Benm'Barek marque une avancée significative. Première réalisatrice marocaine en compétition officielle depuis plusieurs années, elle signe un film construit comme un thriller social, observant les fractures de classe dans un Maroc contemporain où les lignes de pouvoir sont devenues plus complexes et moins visibles. Cette présence dans la section reine constitue un signal fort pour une industrie nationale longtemps cantonnée aux programmations parallèles.

La sélection de gala accueille Rue Málaga de Maryam Touzani, portée par la comédienne espagnole Carmen Maura et tournée entre Tanger et Tétouan. Le film s'inscrit dans une veine sensible, explorant la mémoire croisée maroco-espagnole et les traces intimes laissées par l'histoire coloniale et migratoire. La reconnaissance internationale acquise par la réalisatrice avec Le Bleu du caftan trouve ici une confirmation dans un registre plus ample, mêlant récit intime et fresque urbaine.

Une nouvelle génération à l'écran

Au-delà de ces figures désormais identifiées, la véritable nouveauté réside dans l'arrivée d'une génération d'auteurs formés au croisement des écoles marocaines, des résidences internationales et des Ateliers de l'Atlas. Le Panorama du cinéma marocain met en lumière cette relève avec 7 films, parmi lesquels Cinq Regards de Karim Debbagh, fresque chorale sur la jeunesse urbaine confrontée à des trajectoires sociales divergentes, et Porte-Bagage d'Abdelkarim El-Fassi, film plus intime consacré aux destins suspendus des travailleurs de transit dans les grandes villes du Royaume.

Ces œuvres partagent une écriture débarrassée de l'exotisme parfois attendu du cinéma maghrébin. Les récits se recentrent sur des problématiques contemporaines. Mobilité sociale bloquée, migration interne, reconfiguration des liens familiaux, quête d'émanci-

pation féminine et tensions entre traditions locales et normes globalisées. Le regard porté est frontal, souvent minimaliste, nourri par un souci d'authenticité et un rapport direct aux territoires filmés.

Du laboratoire à l'écran

L'une des grandes évolutions tient à la fluidité nouvelle entre les dispositifs de développement et la visibilité publique. Plusieurs films marocains sélectionnés cette année sont issus directement des Ateliers de l'Atlas, révélant l'efficacité croissante du dispositif. Les projets soutenus durant leurs phases d'écriture et de préproduction accèdent désormais plus régulièrement à des sélections prestigieuses, rompant avec une période où l'accompagnement institutionnel peinait à produire des résultats tangibles.
Les parcours de réalisatrices comme Asmae El Moudir, dont le travail documentaire est désormais reconnu dans les circuits internationaux, ou de Zineb Wakrim, présente cette année avec son projet de fiction Siméon Idriss en développement aux Ateliers, témoignent de cette maturation. Le passage par Marrakech devient un marqueur structurant de carrière, un espace où se consolident les réseaux professionnels et se sécurisent les premières collaborations internationales.

La question économique toujours vive

Malgré cette reconnaissance artistique croissante, l'économie du cinéma marocain demeure fragile. Les budgets des longs métrages restent modestes comparés aux standards européens, oscillant le plus souvent entre 5 et 12 millions de dirhams, dépendant fortement des coproductions étrangères pour atteindre une finition compétitive.
La distribution constitue l'autre point de tension. Le parc national compte encore un nombre limité de salles actives, concentrées dans quelques grandes villes. Même lorsque les films marocains bénéficient d'une reconnaissance critique internationale, leur exploitation demeure fragile sur le territoire. Les débats organisés cette année autour de Atlas Distribution ont souligné cette urgence. Sans réseau de diffusion renforcé, l'élan créatif risque de demeurer cantonné aux festivals sans véritable retentissement populaire durable.
Toutefois, un frémissement est perceptible. La fréquentation progresse légèrement à Casablanca, Rabat et Marrakech, soutenue par la multiplication des projections événementielles et des débats publics autour des films marocains. Le FIFM joue ici un rôle d'aiguillon culturel. Les salles combles observées durant le festival créent un effet d'entraînement qui bénéficie progressivement aux distributeurs nationaux.

Un nouveau lien avec le public marocain

La transformation la plus marquante de cette édition reste sans doute la relation renouvelée entre le cinéma marocain et son public. Les séances du Panorama marocain et plusieurs projections en plein air ont attiré une audience jeune et majoritairement locale, attentive à des récits qui parlent directement de son vécu. Ce retour du public vers des films nationaux d'auteur rompt avec une décennie de déconnexion progressive, durant laquelle le cinéma marocain paraissait parfois réservé aux cercles de festivals plus qu'aux spectateurs nationaux.
La présence de cinéastes lors des débats après projection, la multiplication des masterclass ouvertes et les rencontres avec les équipes de tournage contribuent à réhumaniser la relation entre œuvres et publics. Le cinéma cesse d'apparaître comme un produit culturel distant pour redevenir un espace de discussion collective, parfois critique mais toujours engagé.

Le Festival international du film de Marrakech 2025 agit comme un révélateur d'une maturité nouvelle du cinéma marocain. Une génération d'auteurs trouve désormais un espace d'expression cohérent, soutenu par des dispositifs d'accompagnement devenus réellement efficaces. Les fragilités économiques persistent, notamment en matière de distribution, mais l'élan artistique est solide. Pour la première fois depuis longtemps, la création nationale semble en mesure de reconnecter durablement avec son public, donnant au cinéma marocain les fondations d'une reconnaissance nationale qui accompagne enfin son succès international.

N° 1075 LA VERITE Du 5 au 11 décembre 2025

10 Ans de Succès

BMW et le FIFM célèbrent une décennie de collaboration

Smeia et le Festival International du Film de Marrakech (FIFM) célèbrent dix ans de collaboration, marquant cet anniversaire par un engagement continu en faveur de la mobilité premium et du soutien à la création artistique. L'importateur exclusif de BMW au Maroc a dévoilé le "Cinema Club BMW & AFMAC" à M'Avenue, un espace dédié à l'African Film and Media Arts Collective, initiative soutenant les nouvelles voix du cinéma et des arts visuels africains. Cette activation exceptionnelle inclut l'exposition de la BMW Art Car #20 de Julie Mehretu, tout en réaffirmant la vision de la marque pour l'innovation avec la présentation du modèle électrique BMW iX3 – Neue Klasse.

L'importateur exclusif de BMW au Maroc, Smeia, a célébré en novembre 2025, à Marrakech, une décennie de collaboration avec le Festival International du Film de Marrakech (FIFM). Cet anniversaire a été marqué par le lancement d'une activation culturelle inédite : le Cinema Club BMW & AFMAC, soulignant l'engagement de la marque en faveur de la mobilité durable, de l'innovation et du soutien à la création artistique africaine.

Lancement du Cinema Club et présence d'Art Car

L'événement le plus marquant de cette célébration s'est tenu durant le week-end d'ouverture du Festival. Smeia a dévoilé à M'Avenue le Cinema Club BMW & AFMAC, un espace spécifiquement conçu pour le public. Ce club était consacré à la mise en lumière de l'African Film and Media Arts Collective (AFMAC), une initiative panafricaine fondée par l'artiste Julie Mehretu et la productrice Mehret Mandefro. Depuis avril 2025, l'AFMAC accompagne les nouvelles voix du cinéma et des arts visuels africains.

Le Cinema Club a offert au public une immersion directe dans l'univers de la création contemporaine du continent. L'espace présentait une sélection d'œuvres, d'extraits et de créations visuelles issues des ateliers de l'AFMAC. De plus, l'activation a mis en lumière le travail de plusieurs artistes majeurs du collectif, notamment Zeresenay Berhane Mehari, Wanuri Kahiu, Jim Chuchu et The Otolith Group. Smeia ambitionne, avec cette initiative, de fournir un espace culturel accessible et ouvert au dialogue entre les disciplines et les cultures, marquant la première activation de ce genre à Marrakech.

Au cœur de cette manifestation culturelle, les visiteurs ont eu l'opportunité rare de découvrir la BMW Art Car #20. Cette œuvre majeure a été conçue par Julie Mehretu sur la base de la BMW M Hybrid V8. Initialement présentée en première mondiale au Centre Pompidou en 2024, sa présence à Marrakech constitue une étape significative dans l'histoire des BMW Art Cars. Cette exposition fait partie de la tournée mondiale qui célèbre les cinquante ans de la Collection BMW Art Cars, un programme international visant à valoriser l'héritage artistique du Groupe BMW à travers les cinq continents.

Soutien à la création africaine aux Ateliers de l'Atlas

Smeia a également soutenu activement la participation de l'AFMAC aux Ateliers de l'Atlas, l'incubateur professionnel du FIFM. Dans ce cadre, Mehret Mandefro et Zeresenay Berhane Mehari ont animé, le 30 novembre, une rencontre intitulée « Beyond the Gaze : Authentic African Stories and the Creative Journey ». Cette discussion a permis d'explorer les enjeux fondamentaux de la narration africaine contemporaine, d'analyser les défis liés à la création indépendante, et de détailler la manière dont l'AFMAC favorise l'émergence de nouvelles voix au sein de l'écosystème cinématographique. Les ateliers innovants de l'AFMAC se sont prolongés au sein des Ateliers de l'Atlas, après avoir été organisés précédemment à Lagos, Tanger et Nairobi.

Vision de la mobilité électrique

En parallèle de ses engagements culturels, Smeia a marqué l'événement par une démonstration de sa vision de la mobilité responsable. L'importateur a ainsi annoncé la présence à Marrakech du tout nouveau BMW iX3 – Neue Klasse. Ce modèle visionnaire, qui incarne la nouvelle génération de la mobilité électrique selon BMW, a poursuivi sa tournée marocaine et a été exposé au Sofitel Marrakech durant le week-end d'ouverture. Il avait été présenté en avant-première au Maroc quelques jours plus tôt à Casablanca.

Depuis 2015, Smeia accompagne le Festival en fournissant une flotte de véhicules BMW de dernière génération, de plus en plus moderne et largement électrifiée. Les invités, jurés et talents bénéficient d'une mobilité plus silencieuse et respectueuse de l'environnement grâce à l'utilisation de modèles 100% électriques comme les BMW i7, i5 et iX, ainsi que des hybrides rechargeables tels que les BMW X5 et BMW Série 5.

En célébrant cette décennie de collaboration, Smeia, l'importateur exclusif de BMW, MINI et Motorrad au Maroc, réaffirme son engagement en faveur de la diversité culturelle et de la mobilité responsable. Cette édition anniversaire s'inscrit comme un moment clé, résolument tourné vers l'avenir de la création artistique et de la technologie durable.